



# DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 5\$60

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares annunciam-se gratuitamente.

| ASSINATURAS          |           |                    |       |
|----------------------|-----------|--------------------|-------|
| As três séries . . . | Ano 360\$ | Semestre . . . . . | 200\$ |
| A 1.ª série . . . .  | 140\$     |                    | 80\$  |
| A 2.ª série . . . .  | 120\$     |                    | 70\$  |
| A 3.ª série . . . .  | 120\$     |                    | 70\$  |

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

## SUMÁRIO

**Ministério dos Negócios Estrangeiros:**

**Decreto-Lei n.º 39 613** — Aprova, para ratificação, o Acordo Internacional do Açúcar, elaborado pela Conferência das Nações Unidas sobre o Açúcar, reunida em Londres, de 13 de Julho a 24 de Agosto de 1953.

## MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

**Decreto-Lei n.º 39 613**

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado, para ratificação, o Acordo Internacional do Açúcar, elaborado pela Conferência das Nações Unidas sobre o Açúcar, reunida em Londres, de 13 de Julho a 24 de Agosto de 1953, aberto para assinatura de 15 de Setembro a 31 de Outubro do mesmo ano e assinado pelo representante do Governo Português em 30 de Outubro de 1953, e cujo texto em francês e respectiva tradução são os seguintes:

## Accord International sur le Sucre

Les Gouvernements parties au présent Accord sont convenus de ce qui suit:

### CHAPITRE I

#### Objectifs généraux

##### ARTICLE 1

Le présent Accord a pour objet d'assurer des approvisionnements en sucre aux pays importateurs et des débouchés pour le sucre aux pays exportateurs à des prix équitables et stables, d'accroître la consommation de sucre dans le monde, et de maintenir le pouvoir d'achat sur les marchés mondiaux des pays ou régions dont l'économie dépend, en grande partie, de la production ou de l'exportation du sucre, en assurant un revenu satisfaisant aux producteurs et en rendant possible le maintien de conditions équitables de travail et de rémunération.

### CHAPITRE II

#### Définitions

##### ARTICLE 2

Aux fins du présent Accord:

1. «Tonne» désigne la tonne métrique de 1 000 kilogrammes.

2. «Année contingente» signifie année civile, c'est-à-dire la période du 1<sup>er</sup> janvier inclus au 31 décembre inclus.

3. «Sucre» désigne le sucre sous toutes ses formes commerciales reconnues, dérivées de la betterave à sucre

ou de la canne à sucre, y compris les mélasses comestibles et mélasses fantaisie, les sirops et toute autre forme de sucre liquide utilisés pour la consommation humaine, à l'exception des mélasses d'arrière-produit («final molasses») et des types de qualité inférieure de sucre non centrifugé produit par des méthodes primitives.

Les quantités de sucre indiquées dans le présent Accord sont exprimées en sucre brut, poids net, tare déduite. Sauf pour les cas prévus à l'article 16, la valeur en sucre brut d'une quantité quelconque de sucre désigne l'équivalent de celle-ci en sucre brut titrant 96 degrés de sucre au polarimètre.

4. «Importations nettes» désigne la totalité des importations de sucre après déduction de la totalité des exportations.

5. «Exportations nettes» désigne la totalité des exportations de sucre (à l'exception du sucre fourni comme approvisionnement de bord aux navires se ravitaillant dans les ports) après déduction de la totalité des importations.

6. «Marché libre» signifie la totalité des importations nettes mondiales, à l'exception de celles qui sont exclues en vertu d'une disposition du présent Accord.

7. «Tonnage de base d'exportation» désigne les quantités de sucre visées au paragraphe 1 de l'article 14.

8. «Contingent initial d'exportation» désigne la quantité de sucre attribuée pour une année contingente, en vertu de l'article 18, à chaque pays énuméré au paragraphe 1 de l'article 14.

9. «Contingent effectif d'exportation» désigne le contingent initial d'exportation éventuellement modifié par les ajustements qui peuvent être apportés de temps à autre.

10. «Stocks de sucre», aux fins de l'article 13, signifie soit:

(1) Tout sucre du pays intéressé se trouvant dans des usines, des raffineries, des dépôts, ou en cours de transport intérieur pour des destinations à l'intérieur du pays, mais à l'exception du sucre étranger entreposé (cette expression est considérée comme comprenant également le sucre en admission temporaire) et du sucre se trouvant dans des usines, des raffineries, des dépôts, ou en cours de transport intérieur pour des destinations à l'intérieur du pays, uniquement destiné à la distribution pour la consommation intérieure et sur lequel ont été payés les droits d'accise ou autres droits de consommation en vigueur dans le pays intéressé; soit:

(2) Tout sucre du pays intéressé se trouvant dans des usines, des raffineries, des dépôts, ou en cours de transport intérieur pour des destinations à l'intérieur du pays, mais à l'exception du sucre étranger entreposé (cette expression est considérée comme comprenant également le sucre en admission temporaire) et du sucre se trouvant dans des usines, des raffineries, des dépôts, ou en cours de transport intérieur pour des destinations à l'intérieur du pays, uniquement destiné à la distribution pour la consommation intérieure;

selon les termes de la notification adressée au Conseil en vertu de l'article 13 par chaque Gouvernement participant.

11. «Le Conseil» désigne le Conseil International du Sucre, institué en vertu de l'article 27.

12. «Le Comité exécutif» désigne le Comité institué en vertu de l'article 37.

13. «Pays importateur» désigne soit un des pays énumérés à l'article 33, soit un pays quelconque importateur net de sucre, selon le contexte.

14. «Pays exportateur» désigne soit un des pays énumérés à l'article 34, soit un pays quelconque exportateur net de sucre, selon le contexte.

### CHAPITRE III

#### Engagements généraux des pays participants

##### 1. Subventions

##### ARTICLE 8

1. Les Gouvernements participants reconnaissent que les subventions appliquées au sucre peuvent avoir pour effet de compromettre le maintien de prix équitables et stables sur le marché libre et menacer ainsi le bon fonctionnement du présent Accord.

2. Si un Gouvernement participant accorde ou maintient une subvention quelconque, y compris toute forme de protection des revenus ou de soutien de prix, qui a directement ou indirectement pour effet d'accroître les exportations de sucre de son territoire ou de réduire les importations de sucre dans son territoire, il fait connaître par écrit au Conseil, au cours de chaque année contingentaire, l'importance et la nature de la subvention, les effets qu'il est permis d'en escompter sur les quantités de sucre exportées de, ou importées dans, son territoire ainsi que les circonstances qui rendent la subvention nécessaire.

3. Lorsqu'un Gouvernement participant estime que cette subvention cause ou menace de causer un préjudice sérieux à ses intérêts dans le présent Accord, le Gouvernement participant qui accorde la subvention doit, si demande lui en est faite, examiner avec le ou les Gouvernements participants intéressés, ou avec le Conseil, la possibilité de limiter la subvention. Lorsque le Conseil est saisi d'un tel cas, il peut l'examiner avec les Gouvernements intéressés et faire telles recommandations qu'il juge appropriées.

#### 2. Programmes d'aménagement économique

##### ARTICLE 4

Chaque Gouvernement participant accepte de prendre les mesures qu'il estime appropriées à l'exécution des obligations contractées aux termes du présent Accord en s'efforçant d'atteindre les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup> et d'assurer pendant la durée de l'Accord le plus grand progrès possible vers la solution des problèmes relatifs au produit de base en cause.

#### 3. Mesures destinées à favoriser l'accroissement de la consommation du sucre

##### ARTICLE 5

En vue de rendre le sucre plus aisément disponible pour les consommateurs, chaque Gouvernement participant convient de prendre les mesures qu'il estime appropriées pour réduire les charges disproportionnées qui pèsent sur le sucre, notamment celles qui résultent:

(i) de contrôles publics et privés, en particulier de monopoles;

(ii) des politiques financière et fiscale.

#### 4. Maintien de conditions de travail équitables

##### ARTICLE 6

Les Gouvernements participants déclarent qu'en vue d'éviter l'abaissement des niveaux de vie et l'introduction de pratiques de concurrence déloyale dans le commerce mondial, ils chercheront à maintenir des normes de travail équitables dans l'industrie sucrière.

### CHAPITRE IV

#### Obligations spéciales des Gouvernements des pays participants qui importent du sucre

##### ARTICLE 7

1. (i) Le Gouvernement de chaque pays importateur participant et le Gouvernement de chaque pays exportateur participant qui importe du sucre pour la réexportation conviennent, afin de ne pas favoriser les pays non-participants au détriment des pays participants, de ne pas permettre qu'il soit importé des pays non-participants pris dans leur ensemble, au cours d'une année contingentaire, une quantité totale de sucre plus importante que celle qui a été importée de ces pays pris dans leur ensemble pendant l'une des trois années civiles qui ont précédé l'année au cours de laquelle le présent Accord est entré en vigueur, soit 1951, 1952, 1953; sous réserve que ladite quantité totale ne comprenne pas les importations réalisées par un pays participant en provenance de pays non-participants à un moment où ledit pays n'aurait pas pu se procurer les quantités correspondant à ses besoins dans les pays participants à des prix ne dépassant pas le maximum établi à l'article 20, si le pays a notifié ce fait au Conseil.

(ii) Les années mentionnées à l'alinéa (i) ci-dessus peuvent être modifiées par une décision du Conseil, à la demande d'un Gouvernement participant qui estime que des raisons spéciales nécessitent un tel changement.

2. (i) Si un Gouvernement participant estime que l'exécution des obligations assumées par lui en vertu du paragraphe 1 du présent article porte préjudice, ou risque de porter préjudice, dans l'immédiat à son commerce de réexportation de sucre raffiné ou à son commerce de produits à base de sucre, il peut demander au Conseil de prendre des mesures en vue de sauvegarder le commerce en question. Le Conseil examine cette demande sans délai, et prend les mesures qu'il estime nécessaires à cet effet, y compris éventuellement la modification desdites obligations. Si le Conseil s'abstient d'examiner une demande faite en vertu du présent alinéa dans un délai de quinze jours après réception de celle-ci, le Gouvernement qui a présenté la demande est considéré comme relevé, dans la mesure nécessaire à la sauvegarde dudit commerce, des obligations définies au paragraphe 1 du présent article.

(ii) Si, à l'occasion d'une transaction particulière dans le cadre des échanges habituels, le délai résultant de l'application de la procédure définie à l'alinéa (i) ci-dessus a pour effet de porter préjudice au commerce de réexportation de sucre d'un pays, le Gouvernement intéressé sera dégagé des obligations définies au paragraphe 1 du présent article, à l'égard de la transaction en question.

3. (i) Si un Gouvernement participant estime ne pas pouvoir exécuter les obligations du paragraphe 1 du présent article, il doit indiquer au Conseil tous les faits pertinents et informer celui-ci des mesures qu'il se propose de prendre; le Conseil examine cette question dans la quinzaine, et il peut modifier à l'égard de ce Gouvernement les obligations spécifiées au paragraphe 1.

(ii) Si le Gouvernement d'un pays participant exportateur estime que les intérêts de son pays sont lésés par l'application des dispositions du paragraphe 1 du présent article, il peut indiquer au Conseil tous les faits pertinents et informer celui-ci des mesures qu'il souhaiterait voir prendre par le Gouvernement de l'autre pays participant intéressé; le Conseil peut, d'accord avec ce dernier Gouvernement, modifier les obligations spécifiées au paragraphe 1.

4. Le Gouvernement de chaque pays participant qui importe du sucre accepte de notifier au Conseil, aussitôt que possible après sa ratification ou son acceptation du présent Accord, ou son adhésion à ce dernier, les quantités maxima qu'il aura le droit d'importer de pays non-participants en vertu du paragraphe 1 du présent article.

5. En vue de permettre au Conseil d'effectuer les redistributions prévues au paragraphe 1 (ii) de l'article 19, le Gouvernement de tout pays participant qui importe du sucre s'engage à notifier au Conseil, dans un délai fixé par celui-ci mais ne dépassant pas huit mois après le début de l'année contingentaie, ses estimations des quantités de sucre qui seront importées des pays non-participants pendant ladite année contingentaie; étant entendu que le Conseil peut modifier ce délai à l'égard de l'un de ces pays.

## CHAPITRE V

### Obligations particulières des Gouvernements des pays exportateurs participants

#### ARTICLE 8

1. Le Gouvernement de chaque pays exportateur participant convient de réglementer ses exportations

sur le marché libre de manière que ses exportations nettes sur ledit marché n'excèdent pas les quantités qu'il est en droit d'exporter chaque année contingentaie par application des contingents d'exportation qui lui ont été attribués en vertu des dispositions du présent Accord.

2. Le Gouvernement de chaque pays exportateur participant dont le tonnage de base d'exportation dépasse 75 000 tonnes convient de ne pas autoriser l'exportation de plus de 80 % de son contingent initial d'exportation pendant les huit premiers mois de toute année contingentaie; étant entendu que le Conseil peut augmenter ce pourcentage s'il estime que la situation du marché le justifie.

#### ARTICLE 9

Le Gouvernement de chaque pays exportateur participant convient de prendre toutes les mesures possibles en vue de satisfaire à tout moment les demandes des pays participants qui importent du sucre. A cette fin, si le Conseil décide que la situation de la demande est telle que, nonobstant les dispositions du présent Accord, les pays participants qui importent du sucre sont menacés d'avoir des difficultés pour couvrir leurs besoins, il recommande aux pays exportateurs participants l'adoption de mesures ayant pour objet de couvrir ces besoins par priorité. Le Gouvernement de chaque pays exportateur participant convient d'accorder, à conditions égales de vente et conformément aux recommandations du Conseil, une priorité pour la fourniture du sucre disponible aux pays participants qui importent du sucre.

#### ARTICLE 10

Le Gouvernement de chaque pays exportateur participant convient d'ajuster sa production de sucre pendant la durée du présent Accord, et, dans la mesure du possible, pendant chaque année contingentaie (en réglementant la fabrication du sucre ou, quand ce n'est pas possible, en réglementant les superficies cultivées ou les plantations) de manière que cette production n'excède pas la quantité de sucre nécessaire pour pourvoir à la consommation intérieure, aux exportations permises en vertu du présent Accord et à la constitution des stocks maxima spécifiés à l'article 13.

#### ARTICLE 11

Le Gouvernement de chaque pays exportateur participant convient de notifier au Conseil aussitôt que possible la fraction de son contingent initial d'exportation ou de son contingent effectif d'exportation qui, selon ses prévisions, ne sera pas utilisée; au reçu de cet avis, le Conseil prend les mesures définies au paragraphe 1 (i) de l'article 19.

#### ARTICLE 12

Si le Gouvernement d'un pays exportateur participant s'abstient de notifier, dans un délai fixé par le Conseil après entente avec ce Gouvernement pour la durée du présent Accord, sans que ce délai ne puisse toutefois excéder huit mois à partir de la date d'attribution des contingents initiaux d'exportation, la fraction du contingent initial d'exportation de son pays qui, selon ses prévisions, ne sera pas utilisée, le contingent initial d'exportation de ce pays pour l'année contingentaie suivante est réduit de la différence entre les exportations réelles et le contingent initial d'exportation, ou le plus récent contingent effectif d'exportation lorsque ce dernier est moins élevé. Le Conseil peut décider de ne pas imposer cette sanction s'il acquiert la conviction qu'un Gouvernement s'est abstenu de faire la notification parce que les exportations

prévues se sont trouvées réduites pour cause de force majeure ou en raison d'autres circonstances indépendantes de la volonté dudit Gouvernement et survenues après l'expiration du délai de notification déterminé par application du présent article.

## CHAPITRE VI

### Stocks

#### ARTICLE 13

1. Les Gouvernements des pays exportateurs participants s'engagent à réglementer la production de telle manière que les stocks existant dans leurs pays respectifs n'excèdent pas pour chaque pays une quantité égale à 20 % de sa production annuelle à une date fixée chaque année en accord avec le Conseil et précédant immédiatement le début de la nouvelle récolte.

2. Néanmoins, le Conseil peut, s'il estime une telle mesure justifiée par des circonstances spéciales, autoriser le maintien dans un pays de stocks dépassant 20 % de la production.

3. Le Gouvernement de chaque pays participant énuméré au paragraphe 1 de l'article 14 accepte:

(i) que des stocks correspondant à une quantité au moins égale à 10 % du tonnage de base d'exportation de son pays soient maintenus dans son pays à une date fixée chaque année en accord avec le Conseil et précédant immédiatement la nouvelle récolte, à moins que la sécheresse, des inondations ou d'autres circonstances défavorables n'empêchent de maintenir ces stocks; et

(ii) que ces stocks soient tenus spécialement en réserve pour faire face à un accroissement des besoins du marché libre, qu'ils ne soient utilisés à aucune autre fin sans le consentement du Conseil et qu'ils soient immédiatement disponibles pour l'exportation sur ce marché lorsque le Conseil en fait la demande.

4. Le Conseil peut porter jusqu'à 15 % le montant du stock minimum prévu au paragraphe 3 du présent article.

5. Le Gouvernement de chaque pays participant où des stocks sont maintenus en vertu des dispositions du paragraphe 3, éventuellement modifiées en vertu des dispositions du paragraphe 4 du présent article, accepte que, sauf autorisation différente du Conseil, les stocks maintenus conformément auxdites dispositions ne soient utilisés pour faire face ni aux priorités établies en vertu de l'article 14-B, ni à l'accroissement des contingents effectifs qui résultent de l'application de l'article 22 lorsque ces contingents sont inférieurs au tonnage de base d'exportation de son pays, à moins que les stocks ainsi utilisés ne puissent être remplacés avant le début de la récolte à faire dans ce pays au cours de l'année contingente suivante.

6. Aux fins du présent Accord, la Réserve de Stabilisation Cubaine n'est ni considérée comme partie des stocks disponibles pour le marché libre ni comprise dans le calcul des stocks prévus au paragraphe 1 du présent article. Le Gouvernement cubain convient toutefois d'envisager de rendre cette Réserve disponible pour le marché libre, à la requête du Conseil, si celui-ci estime que la situation du marché rend opportune une telle mesure.

7. Le Gouvernement de chaque pays exportateur participant est d'accord pour ne pas permettre, dans la mesure du possible, l'utilisation, à la suite de son retrait du présent Accord ou de l'expiration de celui-ci, des stocks détenus en vertu du présent article d'une manière telle que le marché libre du sucre en soit exagérément désorganisé.

8. Trois mois au plus tard après la signature du présent Accord, le Gouvernement de chaque pays participant fera connaître au Conseil celle des deux définitions concernant les stocks de sucre données à l'article 2 qu'il accepte comme applicable à son pays.

## CHAPITRE VII

### Réglementation des exportations

#### ARTICLE 14

##### A. Tonnages de base d'exportation

1. Pour chacune des années contingentaires au cours desquelles le présent Accord est en vigueur, il est alloué aux pays ou territoires exportateurs énumérés ci-dessous les tonnages de base d'exportation suivants pour le marché libre:

|                                                                                      | En milliers<br>de<br>tonnes |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| Allemagne orientale . . . . .                                                        | 150                         |
| Belgique (y compris le Congo Belge) . .                                              | 50                          |
| Brésil . . . . .                                                                     | 175                         |
| Chine (Taiwan) . . . . .                                                             | 600                         |
| Colombie . . . . .                                                                   | 5                           |
| Cuba . . . . .                                                                       | 2 250                       |
| Danemark . . . . .                                                                   | 70                          |
| France (et les pays dont la France assure<br>la représentation internationale) . . . | 20                          |
| Haïti . . . . .                                                                      | 45                          |
| Hongrie . . . . .                                                                    | 40                          |
| Indonésie . . . . .                                                                  | 250                         |
| Mexique . . . . .                                                                    | 75                          |
| Pays-Bas (y compris la Guyane hollan-<br>daise) (a) . . . . .                        | 40                          |
| Pérou . . . . .                                                                      | 280                         |
| Philippines . . . . .                                                                | 25                          |
| Pologne . . . . .                                                                    | 220                         |
| République Dominicaine . . . . .                                                     | 600                         |
| Tchécoslovaquie . . . . .                                                            | 275                         |
| Union des Républiques Socialistes So-<br>viétiques . . . . .                         | 200                         |
| Yougoslavie . . . . .                                                                | 20                          |

2. Les contingents d'exportation de la République Tchécoslovaque et de la République Populaire de Pologne ne comprennent pas les exportations de sucre de ces pays vers l'U. R. S. S.; et ces exportations restent en dehors du présent Accord. Le contingent d'exportation de l'U. R. S. S. a été établi par conséquent sans tenir compte des importations de sucre en provenance des pays mentionnés ci-dessus.

3. Le présent Accord ne s'applique pas aux échanges de sucre entre la France et les pays dont la France assure la représentation internationale, et les Etats Associés du Cambodge, du Laos et du Vietnam.

4. Costa-Rica, l'Equateur et le Nicaragua, auxquels aucun tonnage de base d'exportation n'a été attribué aux termes du présent article, peuvent exporter chacun sur le marché libre une quantité annuelle maximum de 5 000 tonnes de sucre.

5. Le présent Accord ne méconnaît pas et ne se propose pas de neutraliser les aspirations de l'Indonésie, en tant qu'Etat Souverain, à rétablir sa position historique de pays exportateur de sucre dans la mesure compatible avec les possibilités du marché libre.

(a) Le Royaume des Pays-Bas s'engage à ne pas exporter au cours des années 1954, 1955 et 1956, prises dans leur ensemble, une quantité de sucre supérieure à celle qu'il importera pendant la même période.

6. L'Inde a le statut d'un pays exportateur, mais n'a pas demandé l'attribution d'un contingent d'exportation.

**B. Priorités en cas de déficits (shortfalls)  
et en cas d'accroissement des besoins du marché libre**

7. Lors de la détermination des contingents effectifs d'exportation, les priorités suivantes seront appliquées conformément aux dispositions du paragraphe 8 du présent article:

(a) Les premières 50 000 tonnes seront attribuées à Cuba.

(b) Les 15 000 tonnes suivantes seront attribuées à la Pologne.

(c) Les 5 000 tonnes suivantes seront attribuées à Haïti en ce qui concerne la première et la deuxième année; cette quantité sera portée à 10 000 tonnes en ce qui concerne la troisième année.

(d) Les 25 000 tonnes suivantes seront attribuées à la Tchécoslovaquie.

(e) Les 10 000 tonnes suivantes seront attribuées à la Hongrie.

8. (i) En procédant aux redistributions résultant des dispositions des paragraphes 1 (i) et 2 de l'article 19, le Conseil applique les priorités énumérées au paragraphe 7 du présent article.

(ii) En procédant aux répartitions résultant des dispositions de l'article 18, du paragraphe 1 (ii) de l'article 19 et de l'article 22, le Conseil n'applique pas lesdites priorités tant qu'il n'a pas été offert aux pays exportateurs énumérés au paragraphe 1 du présent article des contingents d'exportation égaux au total de leurs tonnages de base d'exportation, sauf à tenir compte des réductions appliquées en vertu de l'article 12 et du paragraphe 3 de l'article 21; et par la suite il n'applique lesdites priorités que dans la mesure où elles n'ont pas été appliquées déjà conformément aux dispositions de l'alinéa (i) ci-dessus.

(iii) Les réductions effectuées selon les dispositions de l'article 21 sont appliquées proportionnellement aux tonnages de base d'exportation jusqu'à ce que les contingents effectifs d'exportation aient été réduits au total des tonnages de base d'exportation augmentés du total des priorités attribuées en raison de l'accroissement des besoins du marché libre pour ladite année; après quoi les priorités sont déduites dans l'ordre inverse et les réductions sont en suite appliquées à nouveau proportionnellement aux tonnages de base d'exportation.

**ARTICLE 15**

Le présent Accord ne s'applique pas aux échanges de sucre entre l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise (y compris le Congo Belge), la France et les pays dont la France assure la représentation internationale, la République Fédérale d'Allemagne et le Royaume des Pays-Bas (y compris la Guyane hollandaise).

Ces pays s'engagent à limiter les échanges visés dans le présent article à un montant net de 175 000 tonnes de sucre par an.

**ARTICLE 16**

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom des Indes occidentales britanniques et de la Guyane britannique, des îles Maurice et Fidji), le Gouvernement du Commonwealth d'Australie et le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine s'engagent à ce que la totalité des exportations nettes de sucre des territoires exportateurs auxquels s'applique l'Accord du Commonwealth de 1951 sur le Sucre (à l'exception des échanges locaux de sucre entre des territoires contigus ou des îles avoi-

sinantes du Commonwealth portant sur les quantités que l'usage aurait pu consacrer) ne dépasse pas les quantités totales suivantes:

(i) pour les années civiles 1954 et 1955 — 2 413 793 tonnes (2 375 000 tonnes longues anglaises) de sucre tel quel par an;

(ii) pour l'année civile 1956 — 2 490 018 tonnes (2 450 000 tonnes longues anglaises) de sucre tel quel.

Sous réserve des obligations contractuelles prises par les Gouvernements intéressés en vertu de l'Accord du Commonwealth de 1951 sur le Sucre, les limites quantitatives spécifiées ci-dessus pour les années civiles 1954, 1955 et 1956 ne peuvent pas être modifiées et les dispositions de tous les autres articles du présent Accord doivent être interprétées en conséquence.

2. Ces limitations ont pour effet de mettre à la disposition du marché libre une fraction des marchés sucriers des pays du Commonwealth. Les Gouvernements précités pourraient néanmoins se considérer comme relevés de leurs obligations de limiter ainsi les exportations de sucre du Commonwealth si un ou plusieurs Gouvernements d'un ou plusieurs pays exportateurs participants ayant un tonnage de base d'exportation aux termes du paragraphe 1 de l'article 14 concluaient une entente spéciale de commerce avec un pays importateur du Commonwealth qui garantirait au pays exportateur une fraction déterminée du marché de ce pays du Commonwealth.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en accord avec le Gouvernement du Commonwealth d'Australie et le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, s'engage à faire parvenir au Conseil soixante jours avant le début de chaque année contingentaire une estimation des exportations totales nettes des territoires exportateurs auxquels s'applique l'Accord du Commonwealth sur le Sucre pour ladite année, et à informer sans délai le Conseil de toutes les modifications que pourrait subir cette estimation dans le courant de l'année. La communication de ces renseignements au Conseil par le Royaume-Uni conformément à cet engagement est considérée comme constituant une décharge pleine et entière des obligations prévues aux articles 11 et 12 en ce qui concerne les territoires mentionnés ci-dessus.

4. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 13 ne s'appliquent pas aux territoires exportateurs couverts par l'Accord du Commonwealth sur le Sucre.

5. Aucune disposition du présent article n'est considérée comme empêchant un pays participant qui exporte sur le marché libre d'exporter du sucre à destination d'un pays du Commonwealth britannique, ni, dans les limites quantitatives définies ci-dessus, comme empêchant un pays du Commonwealth d'exporter du sucre sur le marché libre.

**ARTICLE 17**

Les exportations de sucre à destination des Etats-Unis d'Amérique pour la consommation intérieure ne sont pas considérées comme exportations sur le marché libre, et ne sont pas imputées sur les contingents d'exportation fixés en vertu du présent Accord.

**ARTICLE 18**

1. Avant le début de chaque année contingentaire, le Conseil fait procéder à une estimation des besoins d'importations nettes du marché libre pour ladite année en sucre provenant des pays exportateurs énumérés au paragraphe 1 de l'article 14. Dans la préparation de cette estimation, il est tenu compte, entre autres, de la quantité totale de sucre qui a été notifiée au Conseil comme pouvant être importée de pays non-participants en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 7.

2. Au moins trente jours avant le début de chaque année contingentaire, le Conseil examine l'estimation des besoins d'importations nettes du marché libre préparée conformément au paragraphe 1 du présent article. Si le Conseil adopte cette estimation, il attribue immédiatement pour ladite année un contingent initial d'exportation sur le marché libre à chacun des pays exportateurs énumérés au paragraphe 1 de l'article 14 en répartissant le tonnage faisant l'objet de l'estimation entre les pays exportateurs proportionnellement à leurs tonnages de base d'exportation, sous réserve des dispositions de l'article 14-B, des sanctions qui peuvent être appliquées conformément aux dispositions de l'article 12 et des réductions qui peuvent être faites en vertu du paragraphe 3 de l'article 21.

3. S'il y a désaccord au sein du Conseil sur l'estimation des besoins d'importations nettes du marché libre préparée conformément au paragraphe 1 du présent article, la question fait l'objet d'un Vote Spécial. Si, à la suite de ce vote, une estimation est adoptée, le Conseil attribue alors les contingents initiaux d'exportation conformément au paragraphe 2 du présent article; mais, si aucune estimation n'est adoptée, les contingents initiaux d'exportation pour la nouvelle année contingentaire sont fixés en répartissant une quantité égale au total des contingents effectifs d'exportation en vigueur à la fin de l'année contingentaire en cours sur la base et de la manière prévues au paragraphe 2 du présent article.

4. Le Conseil est autorisé à décider par un Vote Spécial de déduire, au cours de toute année contingentaire, sur les besoins d'importations nettes du marché libre une quantité maximum de 20 000 tonnes qui est tenue en réserve et sur laquelle il peut attribuer des contingents additionnels d'exportation afin de faire face à des situations dont la gravité exceptionnelle est dûment établie.

#### ARTICLE 19

1. Le Conseil fait procéder comme indiqué ci-dessous à l'ajustement des contingents effectifs d'exportation des pays participants énumérés au paragraphe 1 de l'article 14, sous réserve des dispositions de l'article 14-B:

(i) Dans les dix jours qui suivent la notification par laquelle le Gouvernement d'un pays exportateur indique, conformément à l'article 11, qu'il n'utilisera pas une fraction de son contingent initial d'exportation ou de son contingent effectif d'exportation, il est procédé à la réduction du contingent effectif d'exportation de ce pays et à l'augmentation des contingents effectifs d'exportation des autres pays exportateurs, en redistribuant une quantité de sucre égale à la fraction du contingent ainsi abandonnée, proportionnellement aux tonnages de base d'exportation desdits pays. Le Secrétaire du Conseil notifie sans délai aux Gouvernements des pays exportateurs lesdites augmentations; ces Gouvernements, dans les dix jours de la réception de cette notification, indiquent au Secrétaire du Conseil s'ils sont ou non en mesure d'utiliser la quantité supplémentaire qui leur est ainsi attribuée. Au reçu de ces informations, il est procédé à une nouvelle redistribution des quantités non acceptées, et le Secrétaire du Conseil notifie aussitôt aux Gouvernements des pays exportateurs intéressés les augmentations effectuées sur leurs contingents effectifs d'exportation.

(ii) De temps en temps, il est tenu compte des variations dans les estimations des quantités de sucre notifiées au Conseil en vertu de l'article 7 comme pouvant être importées de pays non participants; étant entendu, toutefois, qu'il n'est pas nécessaire de redistribuer ces quantités tant qu'elles n'atteignent pas un total de 5 000 tonnes. Les redistributions aux termes du pré-

sent alinéa sont effectuées sur la base et de la manière prévues à l'alinéa (i) ci-dessus.

2. Nonobstant les dispositions de l'article 11, si le Conseil détermine, après consultation avec le Gouvernement d'un pays exportateur participant, que ce pays ne sera pas en mesure d'utiliser tout ou partie de son contingent effectif d'exportation, le Conseil peut augmenter proportionnellement les contingents d'exportation des autres pays exportateurs participants, sur la base et de la manière prévues au paragraphe 1 (i) du présent article; étant entendu, toutefois, que cette action du Conseil ne prive pas le pays en cause de son droit d'utiliser le contingent d'exportation dont il disposait auparavant.

### CHAPITRE VIII

#### Stabilisation des prix

##### ARTICLE 20

1. Aux fins du présent Accord, le prix du sucre est considéré comme équitable à la fois pour les consommateurs et pour les producteurs s'il est maintenu dans une zone de prix stabilisés entre un minimum de 3,25 cents et un maximum de 4,35 cents, en monnaie des Etats-Unis, par livre avoir-du-poids, f. a. s. port cubain. Le prix du sucre est le prix du disponible fixé par la Bourse du café et du sucre de New-York en fonction du contrat N° 4, ou tout autre prix qui peut être fixé conformément au paragraphe 2 du présent article.

2. S'il ne peut disposer du prix visé au paragraphe 1 du présent article pour une période essentielle, le Conseil choisit tout autre critère qu'il juge bon.

3. Le Conseil peut modifier, par un Vote Spécial, les limites inférieure et supérieure de la zone de prix stabilisés qui est visée au paragraphe 1 du présent article.

##### ARTICLE 21

1. (i) Si, à un moment donné, le Conseil décide que les conditions du marché rendent souhaitable une réduction des contingents effectifs d'exportation, destinée à empêcher le prix du sucre de descendre au-dessous du prix minimum établi aux termes de l'article 20, il peut effectuer toute réduction des contingents effectifs d'exportation qu'il juge nécessaire, proportionnellement aux tonnages de base d'exportation, sous réserve des dispositions de l'article 14-B.

(ii) Nonobstant les dispositions de l'alinéa (i) ci-dessus, chaque fois que la moyenne des prix du sucre, établie pour une période de quinze jours de bourse consécutifs d'après les prix moyens quotidiens du disponible, est inférieure au prix minimum établi aux termes de l'article 20, le Conseil procède, dans les dix jours qui suivent la fin de cette période de quinze jours de bourse, à la réduction des contingents effectifs d'exportation qu'il juge nécessaire, proportionnellement aux tonnages de base d'exportation et sous réserve des dispositions de l'article 14-B; étant entendu qu'il n'interviendra aucune autre modification des contingents effectifs d'exportation en vertu du présent alinéa pendant une période de quinze jours de bourse consécutifs suivant la date d'un ajustement des contingents effectifs réalisés conformément aux dispositions du présent alinéa ou de l'article 22.

(iii) Si le Conseil ne peut se mettre d'accord avant la fin de la période de dix jours précitée sur le montant de la réduction à effectuer par application de l'alinéa (ii) ci-dessus, les contingents effectifs d'exportation sont réduits chaque fois d'une quantité égale à 5 % des tonnages de base d'exportation, sous réserve des dispositions de l'article 14-B.

(iv) Nonobstant les dispositions des alinéas (i), (ii) et (iii) ci-dessus, si le contingent effectif d'exportation

d'un pays a été réduit conformément au paragraphe 1 (i) de l'article 19, cette réduction est considérée comme faisant partie des réductions effectuées au cours de la même année contingentaire aux termes des alinéas mentionnés ci-dessus.

2. Le Secrétaire du Conseil notifie aux Gouvernements des pays participants toute réduction des contingents effectifs d'exportation faite en application du présent article.

3. Si l'une des réductions prévues aux paragraphes précédents du présent article ne peut être entièrement appliquée au contingent effectif d'exportation d'un pays exportateur, du fait qu'au moment de cette réduction ce pays a déjà exporté tout ou partie de la quantité représentant cette réduction, une quantité correspondante est déduite du contingent initial d'exportation de ce pays pour l'année contingentaire suivante.

#### ARTICLE 22

1. Si, à un moment donné, le Conseil décide que les conditions du marché rendent souhaitable une augmentation des contingents effectifs d'exportation destinée à empêcher le prix du sucre de dépasser le prix maximum établi aux termes de l'article 20, il peut effectuer toute augmentation des contingents effectifs d'exportation qu'il juge nécessaire proportionnellement aux tonnages de base d'exportation, sous réserve des dispositions de l'article 14-B.

2. (i) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, chaque fois que la moyenne des prix du sucre, établie pour une période de quinze jours de bourse consécutifs d'après les prix moyens quotidiens du disponible, est supérieure au prix maximum établi aux termes de l'article 20, le Conseil procède, dans les dix jours qui suivent la fin de cette période de quinze jours de bourse, à l'augmentation des contingents effectifs d'exportation qu'il juge nécessaire, proportionnellement aux tonnages de base d'exportation et sous réserve des dispositions de l'article 14-B; étant entendu qu'il n'interviendra aucune autre modification des contingents effectifs d'exportation en vertu du présent alinéa, pendant une période de quinze jours de bourse consécutifs suivant la date d'un ajustement des contingents effectifs réalisé conformément aux dispositions du présent alinéa ou de l'article 21.

(ii) Si le Conseil ne peut se mettre d'accord avant la fin de la période de dix jours précitée sur le montant de l'augmentation à effectuer par application de l'alinéa (i) ci-dessus, les contingents effectifs d'exportation sont augmentés chaque fois d'une quantité égale à 7,5 % des tonnages de base d'exportation, sous réserve des dispositions de l'article 14-B.

3. Le Secrétaire du Conseil notifie aux Gouvernements des pays participants toute augmentation des contingents effectifs d'exportation faite en application du présent article.

### CHAPITRE IX

#### Limitation générale des réductions des contingents d'exportation

#### ARTICLE 23

1. Sans préjudice des sanctions imposées en vertu de l'article 12 et des réductions faites en vertu du paragraphe 1 (i) de l'article 19, les contingents effectifs d'exportation des pays exportateurs participants énumérés au paragraphe 1 de l'article 14 ne seront pas réduits au-dessous de 80 % des tonnages de base d'exportation, et toutes autres dispositions du présent Accord seront interprétées en conséquence; étant entendu toutefois que le contingent effectif d'exportation d'un pays exportateur participant qui dispose, aux termes du paragraphe 1 de l'article 14, d'un tonnage

de base d'exportation inférieur à 50 000 tonnes ne sera pas réduit au-dessous de 90 % du tonnage de base d'exportation de ce pays.

2. Aucune réduction des contingents n'est effectuée par application de l'article 21 dans les quarante-cinq derniers jours de l'année contingentaire.

### CHAPITRE X

#### Mélanges contenant du sucre

#### ARTICLE 24

Si le Conseil vient à acquiescer la conviction que, par suite d'un accroissement notable des exportations ou de l'utilisation de mélanges contenant du sucre, ces mélanges tendent à se substituer au sucre au point d'empêcher le présent Accord de produire son plein effet, il peut décider que ces produits ou certains d'entre eux sont considérés comme sucre aux fins du présent Accord à concurrence de leur teneur en sucre; étant entendu que, pour le calcul de la quantité de sucre à imputer sur le contingent d'exportation d'un pays participant, le Conseil ne tient pas compte de l'équivalent en sucre des quantités de ces produits correspondant à celle que le pays en question exportait normalement avant l'entrée en vigueur du présent Accord.

### CHAPITRE XI

#### Difficultés monétaires

#### ARTICLE 25

1. Si, pendant la durée du présent Accord, le Gouvernement d'un pays importateur participant considère qu'il lui est nécessaire soit de prévenir la menace imminente d'une importante diminution de ses réserves monétaires, soit d'enrayer ou de corriger une telle diminution, ce Gouvernement peut demander au Conseil de modifier certaines obligations particulières qui lui incombent en vertu du présent Accord.

2. Le Conseil étudie d'une manière approfondie, en consultation avec le Fonds Monétaire International, les questions soulevées par de telles demandes et accepte toutes les constatations, émanant du Fonds, de faits de caractère statistique ou autre relatifs aux changes, aux réserves monétaires et à la balance des paiements; il accepte également la décision du Fonds sur le point de savoir si le pays en cause a subi une détérioration appréciable de ses réserves monétaires ou en est menacé dans l'immédiat. Si le pays en cause n'est pas membre du Fonds Monétaire International et demande que le Conseil ne consulte pas le Fonds, le Conseil examine l'affaire sans procéder à cette consultation.

3. Dans l'un et l'autre cas, le Conseil examine la question avec le Gouvernement du pays importateur. Si le Conseil décide que la requête est fondée et que le pays en cause ne peut obtenir une quantité de sucre suffisante pour répondre aux besoins de sa consommation en respectant les dispositions du présent Accord, le Conseil peut modifier les obligations incombant en vertu du présent Accord audit Gouvernement ou au Gouvernement de tout pays exportateur, dans telle mesure et pour tel délai que le Conseil estime nécessaires pour permettre audit pays importateur de s'assurer un approvisionnement plus satisfaisant de sucre au moyen des ressources dont il dispose.

### CHAPITRE XII

#### Etudes par le Conseil

#### ARTICLE 26

1. Le Conseil examine les moyens d'assurer une augmentation convenable de la consommation du sucre,

et fait des recommandations à ce sujet aux Gouvernements des pays participants; il peut entreprendre des études sur des questions telles que:

(i) les effets sur la consommation du sucre dans les divers pays (a) de la fiscalité et des mesures restrictives et (b) des conditions économiques, climatiques et autres;

(ii) les moyens d'augmenter la consommation, surtout dans les pays où la consommation par tête est basse;

(iii) la possibilité d'établir des programmes de publicité en coopération avec des organismes similaires intéressés à l'accroissement de la consommation d'autres produits alimentaires;

(iv) le progrès des recherches sur de nouvelles utilisations du sucre, de ses sous-produits et des plantes dont il provient.

2. En outre, le Conseil est autorisé à entreprendre ou à faire entreprendre d'autres travaux, notamment la recherche de renseignements détaillés se rapportant à une aide spéciale sous différentes formes à l'industrie sucrière afin de pouvoir formuler toutes suggestions qu'il estime appropriées quant aux objectifs d'ensemble énumérées à l'article 1 et aux problèmes concernant le produit de base en cause. Toutes ces études doivent se rapporter à un nombre de pays aussi étendu que possible, et tenir compte des conditions générales sociales et économiques des pays intéressés.

3. Les études entreprises en vertu des paragraphes 1 et 2 du présent article sont effectuées conformément aux directives éventuelles du Conseil et en consultation avec les Gouvernements participants.

4. Les Gouvernements intéressés conviennent de faire part au Conseil des conclusions auxquelles les conduit l'examen des recommandations et des propositions mentionnées au présent article.

## CHAPITRE XIII

### Administration

#### ARTICLE 27

1. Il est institué un Conseil international du sucre en vue d'administrer le présent Accord.

2. Chaque Gouvernement participant est membre du Conseil avec droit de vote; il a le droit de se faire représenter au Conseil par un délégué, et il peut désigner des suppléants. Le délégué et les suppléants peuvent être accompagnés aux réunions du Conseil par des conseillers dans la mesure où chaque Gouvernement participant l'estime nécessaire.

3. Le Conseil élit un Président qui n'a pas le droit de vote et qui demeure en fonctions pendant une année contingente. Le Président n'est pas rétribué; il est choisi alternativement parmi les délégations des pays importateurs et des pays exportateurs participants.

4. Le Conseil élit un Vice-Président qui demeure en fonctions pendant une année contingente. Le Vice-Président n'est pas rétribué; il est choisi alternativement parmi les délégations des pays exportateurs et des pays importateurs participants.

5. Le Conseil est autorisé, après consultation avec le Conseil international du sucre institué en vertu de l'Accord international pour la réglementation de la production et de l'écoulement du sucre sur le marché, signé à Londres le 6 mai 1937, à prendre en charge les archives, les avoirs et les dettes de cet organisme.

6. Le Conseil a, sur le territoire de chaque pays participant, et pour autant que le permet la législation de celui-ci, la capacité juridique nécessaire à l'exercice des fonctions que lui confère le présent Accord.

#### ARTICLE 28

1. Le Conseil établit un règlement intérieur conforme aux dispositions du présent Accord. Il tient la documentation qui lui est nécessaire pour remplir les fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord, ainsi que toute autre documentation qu'il juge souhaitable. En cas de conflit entre le règlement intérieur ainsi adopté et les dispositions du présent Accord, l'Accord prévaut.

2. Le Conseil publie, au moins une fois par an, un rapport sur ces activités et sur le fonctionnement du présent Accord.

3. Le Conseil établit, prépare et publie tous rapports, études, graphiques, analyses et autres documents qu'il peut juger désirables et utiles.

4. Les Gouvernements participants s'engagent à rendre disponibles et à fournir toutes les statistiques et informations nécessaires au Conseil et au Comité exécutif pour permettre à ceux-ci de remplir les fonctions qui leur sont dévolues par le présent Accord.

5. Le Conseil peut nommer les comités permanents ou temporaires qu'il juge désirables en vue de l'assister dans l'exercice des fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord.

6. Le Conseil peut, par un Vote Spécial, déléguer au Comité exécutif établi par l'article 37 l'exercice de n'importe lesquels de ses pouvoirs et fonctions autres que ceux exigeant une décision par Vote Spécial aux termes du présent Accord. Le Conseil peut, à tout moment, révoquer une telle délégation à la majorité des suffrages exprimés.

7. Le Conseil exerce toutes autres fonctions nécessaires à l'exécution des dispositions du présent Accord.

#### ARTICLE 29

Le Conseil nomme un Directeur exécutif qui est son plus haut fonctionnaire rétribué à temps complet, un Secrétaire, et le personnel estimé nécessaire aux travaux du Conseil et de ses Comités. Il est imposé comme condition d'emploi à ces fonctionnaires et au personnel de ne pas détenir d'intérêt financier, ou de renoncer à tout intérêt financier dans l'industrie sucrière ou dans le commerce du sucre, et de ne solliciter ni recevoir d'un Gouvernement ou d'une autorité extérieure au Conseil d'instructions relatives aux fonctions qu'ils exercent aux termes du présent Accord.

#### ARTICLE 30

1. Le Conseil détermine le lieu de son siège. Il y tient ses réunions, à moins qu'il ne décide de tenir une réunion particulière en un autre lieu.

2. Le Conseil se réunit au moins une fois par an. Il peut être convoqué à tout moment par son Président.

3. Le Président convoque une session du Conseil si demande en est faite par:

- (i) cinq Gouvernements participants; ou,
- (ii) un ou plusieurs Gouvernements participants détenant au moins 10 % du total des voix; ou,
- (iii) le Comité exécutif.

#### ARTICLE 31

La présence de représentants détenant 75 % du total des voix des Gouvernements participants est nécessaire pour constituer le quorum à toute réunion du Conseil. Cependant, si ce quorum n'est pas atteint le jour fixé pour une réunion du Conseil convoquée conformément à l'article 30, ladite réunion se tiendra sept jours plus tard et la présence de représentants détenant 50 % du total des voix des Gouvernements participants constituera alors le quorum.

## ARTICLE 32

Le Conseil peut prendre des décisions sans tenir de réunion, par un échange de correspondance entre le Président et les Gouvernements participants, sous réserve qu'aucun Gouvernement participant ne fasse objection à cette procédure. Toute décision ainsi prise est communiquée le plus rapidement possible à tous les Gouvernements participants, et elle est consignée au procès-verbal de la réunion suivante du Conseil.

## ARTICLE 33

Les voix dont disposent les délégations des pays importateurs au Conseil sont réparties comme suit:

|                                           |              |
|-------------------------------------------|--------------|
| Arabie Saoudite . . . . .                 | 15           |
| Autriche . . . . .                        | 20           |
| Canada . . . . .                          | 80           |
| Ceylan . . . . .                          | 30           |
| Espagne . . . . .                         | 20           |
| Etats-Unis d'Amérique . . . . .           | 245          |
| Grèce . . . . .                           | 25           |
| Israël . . . . .                          | 20           |
| Japon . . . . .                           | 100          |
| Jordanie . . . . .                        | 15           |
| Liban . . . . .                           | 20           |
| Norvège . . . . .                         | 30           |
| Portugal . . . . .                        | 30           |
| République Fédérale d'Allemagne . . . . . | 60           |
| Royaume-Uni . . . . .                     | 245          |
| Suisse . . . . .                          | 45           |
| <i>Total</i> . . . . .                    | <u>1 000</u> |

## ARTICLE 34

Les voix dont disposent les délégations des pays exportateurs au Conseil sont réparties comme suit:

|                                                                                       |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Australie . . . . .                                                                   | 45           |
| Belgique . . . . .                                                                    | 20           |
| Brésil . . . . .                                                                      | 50           |
| Chine . . . . .                                                                       | 65           |
| Cuba . . . . .                                                                        | 245          |
| Danemark . . . . .                                                                    | 20           |
| France (et les pays dont la France assure la représentation internationale) . . . . . | 35           |
| Haïti . . . . .                                                                       | 20           |
| Hongrie . . . . .                                                                     | 20           |
| Inde . . . . .                                                                        | 30           |
| Indonésie . . . . .                                                                   | 40           |
| Mexique . . . . .                                                                     | 25           |
| Nicaragua . . . . .                                                                   | 15           |
| Pays-Bas . . . . .                                                                    | 20           |
| Pérou . . . . .                                                                       | 40           |
| Philippines . . . . .                                                                 | 25           |
| Pologne . . . . .                                                                     | 40           |
| République Dominicaine . . . . .                                                      | 65           |
| Tchécoslovaquie . . . . .                                                             | 45           |
| Union Sud-Africaine . . . . .                                                         | 20           |
| Union des Républiques Socialistes Soviétiques . . . . .                               | 100          |
| Yougoslavie . . . . .                                                                 | 15           |
| <i>Total</i> . . . . .                                                                | <u>1 000</u> |

## ARTICLE 35

Chaque fois qu'intervient un changement dans la participation au présent Accord ou qu'un pays est suspendu de son droit de vote ou est rétabli dans ce droit en vertu d'une disposition du présent Accord, le Conseil redistribue les voix au sein de chaque groupe (pays importateurs et pays exportateurs), en tenant compte, pour les pays importateurs, du montant moyen de leurs importations pour les deux années précédentes, et pour les pays exportateurs, dans la proportion res-

pective de 40 et de 60, de leur production moyenne des deux années précédentes et du tonnage de base d'exportation qui leur est attribué; sous réserve que, dans aucun cas, un pays ne puisse disposer de moins de 15 voix et de plus de 245 voix et qu'il n'y ait pas de fractions de voix.

## ARTICLE 36

1. A l'exception des cas où le présent Accord prévoit expressément une autre procédure, les décisions du Conseil sont prises à la majorité des suffrages exprimés par les pays exportateurs et à la majorité des suffrages exprimés par les pays importateurs, à condition que cette dernière majorité soit l'expression des suffrages d'un tiers au moins du nombre des pays importateurs présents et votants.

2. Lorsqu'un Vote Spécial est exigé, les décisions du Conseil sont prises à la majorité des deux tiers au moins des suffrages exprimés, comprenant une majorité simple des suffrages exprimés par les pays exportateurs et une majorité simple des suffrages exprimés par les pays importateurs, à condition que cette dernière majorité soit l'expression des suffrages d'un tiers au moins du nombre des pays importateurs présents et votants.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, à toute session du Conseil convoquée conformément au paragraphe 3 (i) de l'article 30 ou au paragraphe 3 (ii) de l'article 30 pour traiter de l'une des questions relatives aux articles 21 et 22, les décisions du Conseil relatives à l'action du Comité exécutif pour l'application desdits articles sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés par les pays participants présents et votants pris dans leur ensemble.

4. Le Gouvernement d'un pays exportateur participant peut autoriser le délégué votant d'un autre pays exportateur, et le Gouvernement d'un pays importateur participant peut autoriser le délégué votant d'un autre pays importateur à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou à plusieurs réunions du Conseil. Une attestation de cette autorisation doit être soumise au Conseil sous une forme considérée par celui-ci comme satisfaisante.

5. Chaque Gouvernement participant s'engage à se considérer comme lié par toutes les décisions prises par le Conseil en vertu des dispositions du présent Accord.

## ARTICLE 37

1. Le Conseil établit un Comité exécutif, composé de représentants des Gouvernements de cinq pays exportateurs participants, ces pays étant choisis pour une année contingente à la majorité des voix détenues par les pays exportateurs, et de représentants des Gouvernements de cinq pays importateurs participants, ces pays étant choisis pour une année contingente à la majorité des voix détenues par les pays importateurs.

2. Le Comité exécutif exerce tels pouvoirs et telles fonctions du Conseil que celui-ci lui a délégués.

3. Le Directeur exécutif du Conseil est d'office Président du Comité exécutif mais n'a pas droit de vote; ce Comité peut élire un Vice-Président. Le Comité établit son règlement intérieur sous réserve de l'approbation du Conseil.

4. Chaque membre du Comité exécutif dispose d'une voix. Au Comité exécutif, les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés par les pays exportateurs et à la majorité des suffrages exprimés par les pays importateurs.

5. Tout Gouvernement participant a le droit de faire appel au Conseil, dans les conditions que celui-ci peut

déterminer, de toute décision du Comité exécutif. Dans la mesure où la décision du Conseil ne concorde pas avec la décision du Comité exécutif, cette dernière est modifiée à compter de la date à laquelle intervient la décision du Conseil.

## CHAPITRE XIV

### Dispositions financières

#### ARTICLE 38

1. Les dépenses des délégations au Conseil et des membres du Comité exécutif sont à la charge de leurs Gouvernements respectifs. Les autres dépenses nécessaires à l'administration du présent Accord, y compris les rémunérations versées par le Conseil, sont couvertes par voie de cotisations annuelles des Gouvernements participants. La cotisation de chaque Gouvernement participant pour chaque année contingente est proportionnelle au nombre de voix dont il dispose lorsque le budget pour cette année contingente est adopté.

2. Au cours de sa première session, le Conseil approuve son budget pour la première année contingente et fixe la cotisation à payer par chaque Gouvernement participant.

3. Au cours de chaque année contingente, le Conseil vote son budget pour l'année contingente suivante et fixe la cotisation à payer par chaque Gouvernement participant pour ladite année contingente.

4. La cotisation initiale de tout Gouvernement participant accédant au présent Accord en vertu de l'article 41 est fixée par le Conseil sur la base du nombre de voix attribuées audit pays et de la fraction de l'année contingente restant à courir; mais les cotisations fixées pour les autres Gouvernements participants pour l'année contingente en cours ne sont pas modifiées.

5. Les cotisations sont exigibles au commencement de l'année contingente pour laquelle ces cotisations ont été fixées et elles sont payables dans la monnaie du pays où se trouve le siège du Conseil. Tout Gouvernement participant qui n'a pas versé sa cotisation à la fin de l'année contingente pour laquelle cette cotisation a été fixée est suspendu de son droit de vote jusqu'à ce que sa cotisation ait été acquittée mais, sauf par un Vote Spécial du Conseil, il n'est privé d'aucun de ses autres droits ni relevé d'aucune de ses obligations résultant du présent Accord.

6. Le Gouvernement du pays où se trouve le siège du Conseil doit exempter d'impôts, pour autant que le permet sa législation, les fonds du Conseil et les rémunérations versées par le Conseil à son personnel.

7. Chaque année contingente, le Conseil publie un état certifié de ses recettes et de ses dépenses au cours de l'année contingente précédente.

8. Avant sa dissolution, le Conseil prendra les mesures nécessaires au règlement de son passif et à l'affectation de ses archives et de l'actif existant à la date d'expiration du présent Accord.

## CHAPITRE XV

### Coopération avec d'autres organismes

#### ARTICLE 39

1. Dans l'exercice de ses fonctions aux termes du présent Accord, le Conseil peut prendre tous arrangements en vue de consulter les organismes et institutions appropriés et de coopérer avec eux; il peut aussi prendre toutes dispositions qu'il estime convenables pour permettre à des représentants de ces organisations d'assister à ses réunions.

2. Si le Conseil constate qu'une disposition du présent Accord est incompatible avec les principes posés par les Nations Unies ou par leurs organes appropriés ou par leurs institutions spécialisées en matière d'accords intergouvernementaux sur les produits de base, cette incompatibilité est considérée comme entravant le fonctionnement du présent Accord et la procédure spécifiée à l'article 43 sera applicable.

## CHAPITRE XVI

### Contestations et réclamations

#### ARTICLE 40

1. Une contestation relative à l'interprétation ou à l'application du présent Accord qui n'est pas réglée par voie de négociation est, à la demande d'un Gouvernement participant à l'Accord et partie au différend, déferée au Conseil pour décision.

2. Lorsqu'une contestation est déferée au Conseil en vertu du paragraphe 1 du présent article, la majorité des Gouvernements participants, ou un groupe de Gouvernements participants détenant au moins le tiers du total des voix peut demander au Conseil, après complète discussion de l'affaire, de solliciter l'opinion de la commission consultative mentionnée au paragraphe 3 du présent article sur les questions en litige avant de faire connaître sa décision.

3. (i) Sauf décision contraire du Conseil, prise à l'unanimité, cette commission est composée de:

(a) deux personnes désignées par les pays exportateurs, dont l'une possède une grande expérience des questions du genre de celle en litige et l'autre a de l'autorité et de l'expérience en matière juridique;

(b) deux personnes, de qualification analogue, désignées par les pays importateurs; et

(c) un président choisi à l'unanimité par les quatre personnes nommées selon les dispositions des alinéas (a) et (b) ci-dessus ou, en cas de désaccord, par le Président du Conseil.

(ii) Des ressortissants de pays dont les Gouvernements sont parties au présent Accord peuvent être habilités à siéger à la commission consultative.

(iii) Les membres de la commission consultative agissent à titre personnel et sans recevoir d'instructions d'aucun Gouvernement.

(iv) Les dépenses de la commission consultative sont à la charge du Conseil.

4. L'opinion motivée de la commission consultative est soumise au Conseil qui tranche le différend après avoir pris en considération tous les éléments d'information utiles.

5. Une plainte selon laquelle un Gouvernement participant n'aurait pas rempli les obligations imposées par le présent Accord est, sur la demande du Gouvernement participant auteur de la plainte, déferée au Conseil qui prend une décision en la matière.

6. Aucun Gouvernement participant ne peut être reconnu coupable d'infraction au présent Accord qu'à la majorité des voix détenues par les pays exportateurs et à la majorité des voix détenues par les pays importateurs. Toute constatation d'une infraction au présent Accord commise par un Gouvernement participant doit préciser la nature de l'infraction.

7. Si le Conseil constate qu'un Gouvernement participant a commis une infraction au présent Accord, il peut, à la majorité des voix détenues par les pays exportateurs et à la majorité des voix détenues par les pays importateurs, suspendre le Gouvernement en question de son droit de vote jusqu'à ce que celui-ci se soit acquitté de ses obligations, ou bien exclure ce Gouvernement de l'Accord.

## CHAPITRE XVII

## Signature, acceptation, entrée en vigueur et adhésion

## ARTICLE 41

1. Le présent Accord sera ouvert du 15 septembre au 31 octobre 1953 à la signature des Gouvernements représentés par des délégués à la Conférence au cours de laquelle il a été négocié.

2. Le présent Accord sera soumis à ratification ou acceptation par les Gouvernements signataires conformément à leur procédure constitutionnelle respective, et les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

3. Le présent Accord sera ouvert à l'adhésion de tout Gouvernement visé au paragraphe 1 du présent article; l'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

4. Le Conseil pourra approuver l'adhésion au présent Accord de tout Gouvernement non visé au paragraphe 1 du présent article sous réserve que les conditions de ladite adhésion soient préalablement déterminées d'un commun accord entre le Conseil et le Gouvernement intéressé.

5. Un Gouvernement devient partie au présent Accord à compter de la date à laquelle il a déposé l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

6. (i) Le présent Accord entrera en vigueur le 15 décembre 1953 en ce qui concerne les articles 1, 2, 18 et 27 à 46 inclusivement et le 1<sup>er</sup> janvier 1954 en ce qui concerne les articles 3 à 17 et 19 à 26 inclusivement, si, le 15 décembre 1953, les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion ont été déposés par des Gouvernements détenant 60 % des voix des pays importateurs et 75 % des voix des pays exportateurs selon la répartition prévue aux articles 33 et 34. Toutefois et pendant une période de quatre mois à compter du 15 décembre 1953, sera considérée comme équivalente à une ratification, acceptation ou adhésion, la notification faite au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, par un Gouvernement qui n'aurait pu ratifier l'Accord, l'accepter ou y adhérer avant le 15 décembre 1953, par laquelle celui-ci s'engage à poursuivre, aussi rapidement que le permet sa procédure constitutionnelle, les formalités de ratification, d'acceptation ou d'adhésion. Si toutefois une telle notification n'est pas suivie du dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion avant le 1<sup>er</sup> mai 1954, le Gouvernement intéressé ne sera plus considéré comme observateur. En tout état de cause les obligations découlant du présent Accord pour les Gouvernements des pays exportateurs qui auront ratifié ou accepté cet Accord ou qui y auront adhéré avant le 1<sup>er</sup> mai 1954 s'appliqueront pour la première année contingente à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1954.

(ii) Si, à la fin de la période de quatre mois mentionnée à l'alinéa (i) ci-dessus, le pourcentage des voix des pays importateurs ou des pays exportateurs qui auraient ratifié ou accepté le présent Accord ou y auraient adhéré est inférieur au pourcentage prévu à l'alinéa (i) ci-dessus, les Gouvernements qui auront ratifié ou accepté le présent Accord ou qui y auront adhéré pourront convenir de le mettre en vigueur entre eux.

(iii) Le Conseil peut déterminer les conditions auxquelles les Gouvernements qui n'auront pas ratifié ou accepté le présent Accord ou qui n'y auront pas adhéré avant le 15 décembre 1953, mais qui auront fait connaître leur intention d'obtenir aussi rapidement que pos-

sible une décision de ratification, d'acceptation ou d'adhésion pourront, s'ils le souhaitent, prendre part aux travaux du Conseil en qualité d'observateur n'ayant pas droit de vote.

7. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord notifiera à tous les Gouvernements signataires toute signature, ratification et acceptation du présent Accord, ou toute adhésion à ce dernier et informera tous les Gouvernements signataires de toute réserve ou condition y attachées.

## CHAPITRE XVIII

## Durée, amendement, suspension, retrait, expiration

## ARTICLE 42

1. La durée du présent Accord est de cinq ans à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1954. Cet Accord ne peut être dénoncé.

2. Sous réserve des articles 43 et 44, le Conseil, au cours de la troisième année du présent Accord, examinera le fonctionnement complet de l'Accord, particulièrement en ce qui concerne les contingents et les prix, et prendra en considération tous amendements à l'Accord que les Gouvernements participants pourraient proposer à l'occasion de cet examen.

3. Le Conseil soumettra aux Gouvernements participants, trois mois au moins avant le dernier jour de la troisième année contingente du présent Accord, un rapport sur les conclusions de l'examen prévu par le paragraphe 2 du présent article.

4. Tout Gouvernement participant pourra, au plus tard deux mois après réception du rapport du Conseil visé au paragraphe 3 du présent article, se retirer du présent Accord en notifiant ce retrait au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Ledit retrait prendra effet le dernier jour de la troisième année contingente.

5. (i) Si, après le délai de deux mois mentionné au paragraphe 4 du présent article, un Gouvernement qui ne s'est pas retiré du présent Accord en vertu de ce paragraphe estime que le nombre des Gouvernements qui se sont retirés de l'Accord en vertu dudit paragraphe, ou l'importance de ces Gouvernements dans le cadre du présent Accord, est de nature à porter préjudice au fonctionnement de l'Accord, ledit Gouvernement peut, dans les trente jours suivant l'expiration de la période précitée, demander au Président du Conseil de convoquer une réunion spéciale du Conseil au cours de laquelle les Gouvernements participants au présent Accord examineront la question de savoir s'ils continuent ou non à y adhérer.

(ii) Toute réunion spéciale convoquée en vertu d'une demande formulée conformément à l'alinéa (i) ci-dessus est tenue dans un délai maximum d'un mois après que le Président ait reçu la demande en question et les Gouvernements représentés à ladite réunion peuvent se retirer de l'Accord en faisant parvenir une notification de retrait au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dans les trente jours suivant la réunion; ladite notification de retrait prend effet trente jours après la date de sa réception par ce Gouvernement.

(iii) Les Gouvernements qui n'ont pas été représentés à la réunion spéciale tenue en vertu des alinéas (i) et (ii) ci-dessus ne peuvent pas se retirer du présent Accord aux termes des dispositions desdits alinéas.

## ARTICLE 43

1. S'il se produit des circonstances qui, de l'avis du Conseil, entravent ou menacent d'entraver le fonctionnement du présent Accord, le Conseil peut, par un

Vote Spécial, recommander aux Gouvernements participants un amendement au présent Accord.

2. Le Conseil fixe le délai dans lequel chaque Gouvernement participant doit notifier au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord s'il accepte ou non un amendement recommandé en vertu du paragraphe 1 du présent article.

3. Si, avant la fin du délai fixé au paragraphe 2 du présent article, tous les Gouvernements participants acceptent un amendement, celui-ci entre en vigueur immédiatement après réception par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de la dernière acceptation.

4. Si, à la fin du délai fixé au paragraphe 2 du présent article, un amendement n'est pas accepté par les Gouvernements des pays exportateurs détenant 75 % des voix attribuées aux pays exportateurs et par les Gouvernements des pays importateurs détenant 75 % des voix attribuées aux pays importateurs, cet amendement n'entre pas en vigueur.

5. Si, à la fin du délai fixé au paragraphe 2 du présent article, un amendement est accepté par les Gouvernements des pays exportateurs détenant 75 % des voix attribuées aux pays exportateurs et par les Gouvernements des pays importateurs détenant 75 % des voix attribuées aux pays importateurs, mais non par les Gouvernements de tous les pays exportateurs et par les Gouvernements de tous les pays importateurs:

(i) l'amendement entre en vigueur pour les Gouvernements participants ayant notifié leur acceptation aux termes du paragraphe 2 du présent article au commencement de l'année contingentaire qui suit la fin du délai fixé aux termes de ce paragraphe;

(ii) le Conseil décide sans délai si l'amendement est d'une nature telle que les Gouvernements participants qui ne l'acceptent pas doivent être suspendus du présent Accord à dater du jour où cet amendement entre en vigueur aux termes de l'alinéa (i) ci-dessus et en informe tous les Gouvernements participants. Si le Conseil décide que l'amendement est de telle nature, les Gouvernements participants qui n'ont pas accepté l'amendement informent le Conseil avant la date à laquelle l'amendement doit entrer en vigueur aux termes de l'alinéa (i) ci-dessus s'ils continuent à considérer cet amendement comme inacceptable, et les Gouvernements participants qui en ont jugé ainsi sont automatiquement suspendus du présent Accord. Toutefois, si l'un de ces Gouvernements participants prouve au Conseil qu'il a été empêché d'accepter l'amendement avant l'entrée en vigueur de celui-ci aux termes de l'alinéa (i) ci-dessus en raison de difficultés d'ordre constitutionnel indépendantes de sa volonté, le Conseil peut ajourner la mesure de suspension, jusqu'à ce que ces difficultés aient été surmontées et que le Gouvernement participant ait notifié sa décision au Conseil.

6. Le Conseil détermine les règles selon lesquelles est réintégré un Gouvernement participant suspendu aux termes de l'alinéa (ii) du paragraphe 5 du présent article, ainsi que les règles nécessaires à la mise en application des dispositions du présent article.

#### ARTICLE 44

1. Si un Gouvernement participant s'estime gravement lésé dans ses intérêts du fait qu'un Gouvernement signataire ne ratifie pas ou n'accepte pas le présent Accord, ou en raison des conditions ou réserves mises à une signature, à une ratification ou à une acceptation, il le notifie au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Dès la réception de cette notification, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du

Nord en informe le Conseil qui examine la question, soit à sa première réunion, soit à une de ses réunions ultérieures tenue dans le délai d'un mois au plus après la réception de la notification. Si après l'examen de la question par le Conseil, le Gouvernement participant continue à trouver ses intérêts gravement lésés, il peut se retirer de l'Accord en notifiant son retrait au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dans un délai de trente jours après que le Conseil ait terminé l'examen de la question.

2. Si un Gouvernement participant démontre que nonobstant les dispositions du présent Accord le fonctionnement de cet Accord a entraîné une grave pénurie d'approvisionnements ou n'a pas stabilisé les prix sur le marché libre entre les limites prévues au présent Accord, et si le Conseil ne prend pas de mesures pour remédier à une telle situation, le Gouvernement intéressé peut notifier son retrait de l'Accord.

3. Si, pendant la durée du présent Accord, en raison de mesures prises par un pays non-participant, ou en raison de mesures incompatibles avec le présent Accord prises par un pays participant, il se produit dans le rapport entre l'offre et la demande sur le marché libre une évolution défavorable qu'un Gouvernement participant estime gravement préjudiciable à ses intérêts, ce Gouvernement participant peut en saisir le Conseil. Si le Conseil déclare la cause fondée, le Gouvernement intéressé peut notifier son retrait du présent Accord.

4. Si un Gouvernement participant estime que ses intérêts seront gravement lésés du fait du tonnage de base d'exportation qui va être attribué à un pays exportateur non-participant sollicitant son adhésion à l'Accord conformément au paragraphe 4 de l'article 41, ce Gouvernement peut en saisir le Conseil qui prend une décision sur cette question. Si le Gouvernement intéressé estime que malgré cette décision ses intérêts continuent à être gravement lésés, ce Gouvernement peut notifier son retrait du présent Accord.

5. Le Conseil prend dans les trente jours une décision sur toute affaire qui lui est soumise en vertu des paragraphes 2, 3 et 4 du présent article; si le Conseil n'a pas statué dans le délai fixé, le Gouvernement qui a soumis l'affaire au Conseil a le droit de notifier son retrait du présent Accord.

6. Tout Gouvernement participant peut, s'il vient à se trouver engagé dans des hostilités, solliciter du Conseil la suspension de tout ou partie des obligations que lui impose le présent Accord. Si sa demande est rejetée, ce Gouvernement peut notifier son retrait du présent Accord.

7. Si un Gouvernement participant se réclame lui-même des dispositions du paragraphe 2 de l'article 16 pour se dégager des obligations qu'il a contractées aux termes dudit article, tout autre Gouvernement participant a le droit de notifier son propre retrait, à tout moment au cours des trois mois qui suivent, après en avoir expliqué les raisons au Conseil.

8. En plus des situations prévues aux paragraphes précédents du présent article, lorsqu'un Gouvernement participant démontre que des raisons indépendantes de sa volonté l'empêchent de remplir les obligations contractées aux termes du présent Accord, il peut notifier son retrait de l'Accord, sous réserve que le Conseil décide que ce retrait est justifié.

9. Si un Gouvernement participant estime qu'un retrait du présent Accord, notifié en application des dispositions du présent article par tout autre Gouvernement participant, et concernant soit son territoire métropolitain, soit tout ou partie des territoires non-métropolitains dont il assure la représentation internationale est d'une importance telle qu'elle entrave le

fonctionnement du présent Accord, ce Gouvernement peut notifier son propre retrait du présent Accord à tout moment au cours des trois mois qui suivent.

10. Toute notification de retrait faite en application du présent article doit être adressée au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et prend effet trente jours après la date de sa réception par ce Gouvernement.

#### ARTICLE 45

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord informe sans tarder tous les Gouvernements signataires et adhérents de toute notification et de tout préavis de retrait qui ont été portés à sa connaissance aux termes des articles 42, 43, 44 et 46.

### CHAPITRE XIX

#### Application territoriale

#### ARTICLE 46

1. Tout Gouvernement peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation du présent Accord ou de l'adhésion à celui-ci, ou à tout moment ultérieur, déclarer par notification au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord que l'Accord s'étend à tout ou partie des territoires non-métropolitains dont il assure la représentation internationale, et l'Accord s'applique dès réception de cette notification aux territoires qui y sont mentionnés.

2. Conformément aux dispositions des articles 42, 43 et 44 relatives au retrait, tout Gouvernement participant peut notifier au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le retrait séparé du présent Accord de tout ou partie des territoires non-métropolitains dont il assure la représentation internationale.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord aux dates figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Accord en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe font tous également foi, les originaux étant déposés auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui en transmet des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires ou adhérents.

Fait à Londres le 1<sup>er</sup> octobre mil neuf cents cinquante trois.

Pour l'Australie:

*Thomas White,*  
October 20, 1953.

Pour le Royaume de Belgique:

*Marquis du Parc Locmaria,*  
October 22, 1953.

Pour le Brésil:

*S. de Souza Leão Gracie,*  
October 30, 1953.

Pour la Chine:

*Mao-Lan Tuan,*  
October 31, 1953.

The Government of the Republic of China, which was represented by the Chinese Delegation throughout

the United Nations Sugar Conference held in London from July 13 to August 24, 1953, is the only legitimate Government of China. The Chinese Delegation, in proceeding to sign this Agreement, declares, in the name of the Government of the Republic of China, that it considers as illegal and therefore null and void any declarations or reservations made by any Governments in connection with the Final Act of the United Nations Sugar Conference signed in London on August 24, 1953, or the present Agreement, which are incompatible with or derogatory to the legitimate position of the Government of the Republic of China.

It is further recalled that during the Conference the Chinese Delegation, when supporting the Cuban reservation that the balance of the Cuban 1953 sale to the United Kingdom should not be charged against her 1954 quota, did also declare that the balance of shipment contracted by the Republic of China with Japan for 1953 should be similarly treated. The balance is now estimated at 50,000 metric tons not to be charged against the 1954 quota of the Republic of China. It is with this reservation that the Chinese Delegation signs the present Agreement.

Pour la Chine:

*Mao-Lan Tuan,*

Pour Cuba:

*Roberto G. de Mendoza,*  
October 26, 1953.

In affixing their signature to this Agreement, the Government of the Republic of Cuba do so subject to the condition that, in accordance with the understanding reached on the recommendation of the Steering Committee to the United Nations International Sugar Conference on August 21, 1953, and which is contained in documents Conference Room Paper Ex 7 and E/CONF./15SR17 it is understood that the shipment after January 1, 1954, of the balance of the Sugar sold by Cuba to the United Kingdom under the 1953 transaction covering 1,000,000 tons, shall not be charged against the export quotas for 1954 established for Cuba under the provisions of this Agreement.

*Roberto G. de Mendoza,*  
October 26, 1953.

Pour la Tchécoslovaquie:

*J. Ullrich,*  
October 31, 1953.

Signed with following reservations:

In view of the fact that Czechoslovak economy is a full-scale planned economy, Article 3, relating to the subsidisation of exports of sugar, and Articles 10 and 13 relating to limitations of production and stocks of sugar, are not applicable to Czechoslovakia.

It is understood that Czechoslovakia will supply the Council with relevant statistics and information required under Article 28, par. 4, of the Agreement which it will deem necessary, so as to enable the Council or the Executive Committee to discharge their functions under this Agreement.

The signing of the Agreement mentioning in Articles 14 China (Taiwan) and 34 China in no way signifies recognition of the Kuomintang authorities' power over the territory of Taiwan neither recognition of the so-called «Nationalist Chinese Government» as a legal and competent Government of China.

*J. Ullrich.*

Pour la Danemark:

*Anthón Vestbirk,*  
October 30, 1953.

At the time of signing the present Agreement I declare that since the Danish Government do not recognise the Nationalist Chinese authorities as the competent Government of China they cannot regard signature of the Agreement by a Nationalist Chinese representative as a valid signature on behalf of China.

*Anthón Vestbirk.*

Pour la République Dominicaine:

*Luis Logroño Cohen,*  
October 26, 1953.

Pour la France et les pays dont elle assure les relations internationales:

*R. Massigli,*  
October 26, 1953.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

*Dr. Karl Müller,*  
October 30, 1953.

Pour la Grèce:

*J. Phrantzes,*  
October 31, 1953.

Pour Haïti:

*Love O. Leger,*  
October 29, 1953.

Pour le Japon:

*S. Matsumoto,*  
October 28, 1953.

Pour le Liban:

*Victor Khouri,*  
October 31, 1953.

Pour le Mexique:

*Francisco A. de Icaza,*  
October 30, 1953.

Pour le Royaume des Pays-Bas:

Subject to the reservation that the agreement does not apply to the movement of sugar between the component parts of the Kingdom.

*Stikker,*  
October 30, 1953.

Pour la République des Philippines:

*Enrique M. García,*  
October 30, 1953.

Pour la République Populaire de Pologne:

*E. Milnikiel,*  
October 31, 1953.

1. The signing of this agreement, which in articles 14 and 34 mentions China, may under no circumstances be regarded as a recognition of the authority of the Kuomintang over the territory of Taiwan nor of the so-called «Chinese Nationalist Government» as the legal and competent government of China.

2. Considering the fact that the Polish People's Republic is a country of a planned economy, the provisions of the present Agreement concerning production, stocks and subsidisation of export, especially Articles 10, 13 and 3 do not apply to the Polish People's Republic.

*E. Milnikiel.*

Pour le Portugal:

*Albano Nogueira,*  
October 30, 1953.

At the time of signing the International Sugar Agreement on behalf of the Portuguese Government I desire to formulate the reservation already recorded in the Minutes of the International Sugar Conference to the effect that I do so on the understanding that the Province of Mozambique (Portuguese East Africa) will continue to export sugar to the territories of Southern Rhodesia, Northern Rhodesia, and Nyassaland, and that Portugal will be recognised as an exporting country to which, in consequence, a basic export quota will be allotted when her position shall have become that of a Net Exporter.

*Albano Nogueira.*

Pour l'Union Sud-Africaine:

*A. L. Geyer,*  
October 30, 1953.

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

*N. Andrienko,*  
October 29, 1953.

(Translation).

It is understood that in view of the social and economic structure of the U. S. S. R. and its planned economy Articles 10 and 13, relating to limitations of production and to stocks of sugar, and Article 3 relating to the subsidisation of exports of sugar, are not applicable to the U. S. S. R.

The signing on behalf of the Union of Soviet Socialist Republics of this text of the Agreement, mentioning in Articles 14 China (Taiwan) and 34 China, in no way signifies recognition of the Kuomintang authorities' power over the territory of Taiwan neither recognition of the so-called «Nationalist Chinese Government» as a legal and competent Government of China.

*N. Andrienko,*  
October 29, 1953.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

*H. D. Hancock,*  
October 16, 1953.

At the time of signing the present Agreement I declare that since the Government of the United Kingdom do not recognise the Nationalist Chinese authorities as the competent Government of China they cannot regard signature of the Agreement by a Nationalist Chinese representative as a valid signature on behalf of China.

The Government of the United Kingdom interpret Article 38 (6) as requiring the Government of the country where the Council is situated to exempt from taxation the funds of the Council and the remuneration paid by the Council to those of its employees who are not nationalist of the country where the Council is situated.

*H. D. Hancock.*

Pour les États-Unis d'Amérique:

*Winthrop W. Aldrich,*  
October 23, 1953.

Pour la République Populaire Fédérative de Yougoslavie:

*P. Tomić,*  
October 30, 1953.

## TRADUÇÃO

## Acordo Internacional do Açúcar

Os Governos partes no presente Acordo acordaram no seguinte:

## CAPÍTULO I

## Objectivos gerais

## ARTIGO 1.º

O presente Acordo tem por fim assegurar o abastecimento de açúcar aos países importadores e mercados para o açúcar aos países exportadores a preços equitativos e estáveis; aumentar o consumo do açúcar no Mundo e manter o poder de compra nos mercados mundiais dos países ou regiões cuja economia dependa em grande parte da produção ou exportação do açúcar, assegurando um rendimento satisfatório aos produtores e tornando possível a manutenção de condições equitativas do trabalho e sua remuneração.

## CAPÍTULO II

## Definições

## ARTIGO 2.º

Para os efeitos do presente Acordo:

1. «Tonelada» designa a tonelada métrica de 1 000 kg.  
2. «Ano de quota» significa o ano civil, isto é, o período que vai de 1 de Janeiro, inclusive, a 31 de Dezembro, inclusive.

3. «Açúcar» designa o açúcar sob qualquer das suas formas comerciais reconhecidas, derivadas da beterraba de açúcar ou da cana-de-açúcar, incluindo os melaços comestíveis e melaços especiais («fancy molasses»), os xaropes e quaisquer outras formas de açúcar líquido utilizadas para consumo humano, com excepção dos melaços finais («final molasses») e dos tipos de qualidade inferior de açúcar não centrifugado produzidos por métodos primitivos.

As quantidades de açúcar indicadas no presente Acordo são expressas em açúcar bruto, peso líquido, deduzida a tara. Salvo nos casos previstos no artigo 16.º, o valor em açúcar bruto de uma quantidade qualquer de açúcar designa o equivalente desta em açúcar bruto titulando 96º de açúcar no polarímetro.

4. «Importações líquidas» designa a totalidade das importações de açúcar depois de deduzida a totalidade das exportações de açúcar.

5. «Exportações líquidas» designa a totalidade das exportações de açúcar (com excepção do açúcar fornecido para o abastecimento de navios nos portos do país interessado), depois de deduzida a totalidade das importações.

6. «Mercado livre» significa a totalidade das importações líquidas mundiais, com excepção das que forem excluídas em virtude de qualquer disposição do presente Acordo.

7. «Tonelagem básica de exportação» designa as quantidades de açúcar referidas no parágrafo 1 do artigo 14.º

8. «Quota inicial de exportação» designa a quantidade de açúcar atribuída em relação a qualquer «ano

de quota», nos termos do artigo 18.º, a cada um dos países enumerados no parágrafo 1 do artigo 14.º

9. «Quota efectiva de exportação» designa a «quota inicial de exportação» eventualmente alterada pelos ajustamentos que lhe possam ser introduzidos de tempos a tempos.

10. «Existências de açúcar em reserva», para os efeitos do artigo 13.º, tem um dos seguintes significados:

- (1) Todo o açúcar do país interessado que se encontre em fábricas, refinarias, armazéns, ou em trânsito interno com destino dentro do país, mas com excepção do açúcar estrangeiro em entrepostos (considera-se que esta expressão inclui também o açúcar em regime de importação temporária) e com exclusão do açúcar que se encontre em fábricas, refinarias, armazéns, ou em trânsito interno com destino dentro do país, quando exclusivamente reservado à distribuição para o consumo interno e em relação ao qual tenham sido pagos todos os impostos ou outras taxas de consumo em vigor no país interessado; ou,
- (2) Todo o açúcar do país interessado que se encontre em fábricas, refinarias, armazéns, ou em trânsito interno com destino dentro do país, mas com excepção do açúcar estrangeiro em entrepostos (esta expressão considera-se como incluindo também o açúcar em regime de importação temporária) e com exclusão do açúcar que se encontre em fábricas, refinarias, armazéns ou em trânsito interno com destino dentro do país, e seja exclusivamente reservado a distribuição para consumo interno;

de acordo com a notificação dirigida ao Conselho por cada um dos Governos participantes, nos termos do artigo 13.º

11. «O Conselho» designa o Conselho Internacional do Açúcar, instituído nos termos do artigo 27.º

12. «O Comité Executivo» designa o Comité instituído segundo o disposto no artigo 37.º

13. «País importador» designa quer um dos países enumerados no artigo 33.º, quer qualquer país importador líquido de açúcar, conforme resulte do contexto.

14. «País exportador» designa quer um dos países enumerados no artigo 34.º, quer qualquer país exportador líquido de açúcar, segundo resulte do contexto.

## CAPÍTULO III

## Obrigações gerais dos países participantes

## 1. Subsídios

## ARTIGO 3.º

1. Os Governos participantes reconhecem que os subsídios concedidos ao açúcar podem ter como efeito o dificultar a manutenção de preços equitativos e estáveis

no mercado livre e ameaçar assim o bom funcionamento do presente Acordo.

2. Se qualquer Governo participante conceder ou manter qualquer subsídio, incluindo qualquer forma de garantia de lucros ou de manutenção de preços que tenha por efeito provocar directa ou indirectamente o aumento das exportações de açúcar do seu território ou a redução das importações de açúcar para o seu território, deverá comunicar por escrito ao Conselho, no decurso de cada «ano de quota», a importância e natureza do subsídio, os efeitos previstos desse subsídio sobre as quantidades de açúcar exportadas ou importadas para o seu território, assim como as circunstâncias que tornem tal subsídio necessário.

3. Quando qualquer Governo participante entenda que tal subsídio causa ou ameaça causar um grave prejuízo aos seus interesses nos termos do presente Acordo, o Governo participante que concede o subsídio, quando para tal requerido, deve examinar com o Governo ou Governos participantes interessados ou com o Conselho a possibilidade de limitar o subsídio. Quando um caso desta natureza for submetido ao Conselho, este poderá examiná-lo com os Governos interessados e formular as recomendações que julgar convenientes.

## 2. Programas de ajustamento económico

### ARTIGO 4.º

Cada um dos Governos participantes concorda em adoptar as medidas que julgar convenientes para o cumprimento das obrigações contraídas nos termos do presente Acordo, com o fim de se alcançarem os objectivos gerais definidos no artigo 1.º e de assegurar, durante a vigência do Acordo, o maior progresso possível para a solução dos problemas relativos ao produto em causa.

## 3. Medidas destinadas a favorecer o aumento do consumo de açúcar

### ARTIGO 5.º

Com o fim de tornar o açúcar mais facilmente acessível aos consumidores, cada um dos Governos participantes aceita tomar as medidas que julgar convenientes para reduzir os encargos excessivos que oneram o açúcar, nomeadamente os resultantes:

- (i) De *contrôles* públicos ou particulares, nomeadamente de monopólios;
- (ii) De política financeira e fiscal.

## 4. Manutenção de condições equitativas de trabalho

### ARTIGO 6.º

Os Governos declaram que, com o fim de evitar o abaixamento dos níveis de vida e a introdução de práticas de concorrência desleal no comércio mundial, procurarão manter normas equitativas de trabalho na indústria açucareira.

## CAPÍTULO IV

### Obrigações especiais dos Governos dos países participantes que importam açúcar

#### ARTIGO 7.º

1. (i) O Governo de cada país participante importador de açúcar e o Governo de cada país participante exportador de açúcar que importe açúcar para reexportação compromete-se, com o fim de não favorecer os países não participantes à custa dos países participantes, a não permitir que seja importada dos países não

participantes, tomados no seu conjunto, no decurso de qualquer ano de quota, uma quantidade total de açúcar superior à que foi importada destes países tomados no seu conjunto durante um dos três anos civis que precederem o ano no decorrer do qual o presente Acordo entrou em vigor, isto é, 1951, 1952, 1953, entendendo-se que a referida quantidade total não incluirá as importações realizadas por um país participante, provenientes de países não participantes, quando tal país não tenha podido obter as quantidades correspondentes às suas necessidades nos países participantes, a preços não superiores ao máximo fixado no artigo 20.º, se o mesmo país tiver comunicado esse facto ao Conselho.

(ii) Os anos referidos na alínea (i) deste parágrafo poderão ser alterados por decisão do Conselho, a pedido de qualquer dos Governos participantes que entenda existirem razões especiais para tal alteração.

2. (i) Se qualquer dos Governos participantes entender que, em consequência da execução das obrigações assumidas de acordo com o parágrafo 1 do presente artigo, o comércio nacional de reexportação de açúcar refinado ou de produtos que contenham açúcar está sofrendo prejuízos imediatos ou está em risco eminente de os sofrer, esse Governo poderá pedir ao Conselho que tome as medidas necessárias à salvaguarda do referido comércio. O Conselho examinará imediatamente esse pedido e tomará as medidas que entender convenientes para o efeito, as quais poderão incluir, eventualmente, a alteração das referidas obrigações. Se o Conselho deixar de examinar um pedido feito em conformidade com a presente alínea dentro dos quinze dias seguintes à sua recepção, o Governo que o apresentou será considerado desligado das obrigações assumidas em consequência do disposto no parágrafo 1 do presente artigo, na medida necessária para a salvaguarda do referido comércio.

(ii) Se em determinada transacção, no quadro das trocas habituais, a demora resultante da aplicação do procedimento estabelecido na precedente alínea (i) puder ter como efeito o prejuízo do comércio de reexportação de açúcar de um país, o Governo interessado será desligado da obrigação definida no parágrafo 1 do presente artigo, relativamente à referida transacção.

3. (i) Se qualquer Governo participante entender que não pode cumprir as obrigações referidas no parágrafo 1 do presente artigo, deve submeter ao Conselho todos os dados pertinentes e informá-lo das medidas que se propõe adoptar; o Conselho examinará o caso dentro de quinze dias e poderá alterar, em relação ao referido Governo, as obrigações constantes do parágrafo 1.

(ii) Se o Governo de um país exportador participante entender que os interesses do seu país estão sendo prejudicados em consequência da aplicação do disposto no parágrafo 1 do presente artigo, poderá fornecer ao Conselho todos os dados pertinentes e informá-lo das medidas que deseja sejam tomadas pelo Governo do outro país participante interessado: de acordo com este último Governo, o Conselho poderá modificar as obrigações constantes do parágrafo 1.

4. O Governo de cada país participante que importe açúcar aceita notificar ao Conselho, o mais cedo possível depois de ter ratificado ou aceite o presente Acordo ou de a ele ter aderido, as quantidades máximas que terá o direito de importar de países não participantes, nos termos do parágrafo 1 do presente artigo.

5. Com o fim de colocar o Conselho em condições de efectuar as redistribuições previstas no parágrafo 1 (ii) do artigo 19.º, o Governo de cada país participante que importe açúcar compromete-se a notificar ao Conselho, num prazo fixado por este, mas não superior a oito meses a partir do princípio do «ano de quota», a sua previsão acerca das quantidades de açúcar que deverão ser im-

portadas dos países não participantes durante o referido «ano de quota», ficando entendido que o Conselho poderá modificar aquele prazo relativamente a qualquer dos referidos países.

## CAPÍTULO V

### Obrigações especiais dos Governos dos países exportadores participantes

#### ARTIGO 8.º

1. O Governo de cada um dos países exportadores participantes concorda em regulamentar as suas exportações para o mercado livre, de tal maneira que as suas exportações líquidas para o referido mercado não excedam as quantidades que esse país tem o direito de exportar em cada ano de quota de acordo com as quotas de exportação que lhe foram atribuídas em conformidade com as disposições do presente Acordo.

2. O Governo de cada um dos países exportadores participantes cuja tonelagem de base de exportação ultrapasse 75 000 toneladas concorda em não autorizar a exportação de mais de 80 por cento da sua quota inicial de exportação durante os oito primeiros meses de cada «ano de quota», ficando entendido que o Conselho poderá aumentar esta percentagem se entender que a situação do mercado o justifica.

#### ARTIGO 9.º

O Governo de cada um dos países exportadores participantes concorda em tomar todas as medidas possíveis para assegurar a satisfação, a todo o momento, dos pedidos dos países participantes que importem açúcar. Para este efeito, se o Conselho decidir que a situação da procura é tal que, apesar do disposto no presente Acordo, os países participantes que importam açúcar vêem-se ameaçados com dificuldades para satisfazerem as suas necessidades, recomendará aos países exportadores participantes a adopção de medidas tendentes a garantir uma prioridade efectiva a estas necessidades.

O Governo de cada um dos países exportadores participantes concorda em dar, em igualdade de condições e venda, prioridade no abastecimento de açúcar disponível, de acordo com as recomendações do Conselho, aos países participantes que importam açúcar.

#### ARTIGO 10.º

O Governo de cada um dos países exportadores participantes concorda em ajustar a sua produção de açúcar durante a vigência do presente Acordo, e, na medida do possível, durante cada «ano de quota» (mediante a regulamentação do fabrico do açúcar ou, quando isto não seja possível, mediante a regulamentação das áreas de cultivo ou das plantações), de modo a que essa produção não exceda a quantidade de açúcar necessária para satisfazer o consumo interno, às exportações permitidas nos termos do presente Acordo e à constituição das reservas máximas especificadas no artigo 13.º

#### ARTIGO 11.º

O Governo de cada um dos países exportadores participantes concorda em notificar o Conselho, com a maior brevidade possível, da fracção da sua quota inicial de exportação ou da sua quota efectiva de exportação que, segundo as previsões, não será utilizada; ao receber esta notificação o Conselho actuará de acordo com o disposto no parágrafo 1 (i) do artigo 19.º

#### ARTIGO 12.º

Se o Governo de um dos países exportadores participantes deixar de notificar dentro de um prazo, que será fixado para toda a vigência do presente Acordo pelo Conselho, de acordo com esse Governo — prazo este

que em caso algum poderá exceder oito meses, a partir da data de atribuição das quotas iniciais de exportação —, a fracção da quota inicial de exportação do seu país que, segundo as suas previsões, não será utilizada, a quota inicial de exportação deste país para o «ano de quota» seguinte será deduzida da diferença entre as exportações reais e a quota inicial de exportação, ou a mais recente quota efectiva de exportação, quando esta diferença for menor. O Conselho poderá decidir não impor esta sanção se adquirir a convicção de que um Governo deixa de fazer a notificação pelo facto de as exportações previstas terem sido reduzidas por motivo de força maior ou em virtude de outras circunstâncias independentes da vontade do referido Governo e surgidas depois de expirado o prazo estabelecido para a notificação em conformidade com a aplicação do presente artigo.

## CAPÍTULO VI

### Existências de açúcar em reserva

#### ARTIGO 13.º

1. Os Governos dos países exportadores participantes comprometem-se a regulamentar a produção, de modo que as existências de açúcar em reserva nos seus respectivos países não excedam por cada país, numa determinada data de cada ano imediatamente anterior ao princípio da nova colheita — data que deve ser acordada com o Conselho —, uma quantidade igual a 20 por cento da sua produção anual.

2. No entanto, o Conselho, se considerar esta medida justificada por circunstâncias especiais, pode autorizar a manutenção num determinado país de existências de açúcar em reserva superiores a 20 por cento da sua produção.

3. O Governo de cada um dos países participantes enumerados no parágrafo 1 do artigo 14.º concorda:

(i) em que existências de açúcar em reserva, equivalentes a uma quantidade não inferior a 10 por cento da tonelagem de base de exportação do seu país, sejam mantidas em armazém no mesmo país numa data determinada em cada ano e imediatamente anterior ao início da nova colheita — data que há-de ser acordada pelo Conselho —, a menos que seca, inundações ou outras circunstâncias desfavoráveis a impeçam de reunir tais existências de açúcar em reserva; e

(ii) em que tais existências sejam especialmente reservadas para satisfazer um aumento das necessidades do mercado livre; em que não sejam utilizadas para qualquer outro fim sem o consentimento do Conselho; e em que estejam imediatamente disponíveis para a exportação para aquele mercado quando o Conselho o solicite.

4. O Conselho pode levar até 15 por cento as existências mínimas em reserva previstas no parágrafo 3 do presente artigo.

5. O Governo de cada um dos países participantes em que forem mantidas as existências em reserva em conformidade com as disposições do parágrafo 3, eventualmente modificadas em virtude do disposto no parágrafo 4 do presente artigo, concorda, salvo autorização em contrário do Conselho, em que as existências mantidas em reserva de harmonia com as referidas disposições não sejam utilizadas nem para satisfazer prioridades fixadas no artigo 14.º, B, nem para fazer face a aumentos das quotas efectivas de exportação que resultarem da aplicação do artigo 22.º, quando estas quotas sejam inferiores à tonelagem de base de exportação do seu país, a não ser que as existências de açúcar em reserva assim utilizadas não possam ser substituídas antes do início da colheita a realizar nesse país no decorrer do «ano de quota» seguinte.

6. Para os efeitos do presente Acordo, a Reserva de Estabilização de Cuba nem é considerada parte das existências de açúcar em reserva disponíveis para o mercado livre, nem é incluída no cálculo das existências de açúcar em reserva previstas no parágrafo 1 do presente artigo. O Governo Cubano concorda todavia em encarar a possibilidade de pôr tal reserva à disposição do mercado livre, a pedido do Conselho, se este entender que a situação do mercado torna oportuna semelhante medida.

7.º O Governo de cada um dos países exportadores participantes concorda em não autorizar, na medida do possível, depois da sua retirada do presente Acordo ou depois da expiração deste, a utilização das existências mantidas em conformidade com o presente artigo, de modo a provocar uma perturbação excessiva no mercado livre do açúcar.

8. O mais tardar três meses depois da assinatura do presente Acordo o Governo de cada um dos países participantes comunicará ao Conselho qual das duas definições de «existências de açúcar em reserva», constantes do artigo 2.º, aceita como aplicável ao seu país.

## CAPÍTULO VII

### Regulamentação das exportações

#### ARTIGO 14.º

##### A. Tonelagem de base de exportação

1. Para cada um dos «anos de quota» durante a vigência do presente Acordo são atribuídos aos países ou territórios exportadores abaixo enumerados as seguintes tonelagens de base de exportação para o mercado livre:

|                                                                                             | Em milhares<br>de<br>toneladas |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|
| Alemanha Oriental . . . . .                                                                 | 150                            |
| Bélgica (incluindo o Congo Belga) . . . . .                                                 | 50                             |
| Brasil . . . . .                                                                            | 175                            |
| China (Taiwan) . . . . .                                                                    | 600                            |
| Colômbia . . . . .                                                                          | 5                              |
| Cuba . . . . .                                                                              | 2 250                          |
| Dinamarca . . . . .                                                                         | 70                             |
| França (e os países cuja representação<br>internacional é assegurada pela França) . . . . . | 20                             |
| Haiti . . . . .                                                                             | 45                             |
| Hungria . . . . .                                                                           | 40                             |
| Indonésia . . . . .                                                                         | 250                            |
| México . . . . .                                                                            | 75                             |
| Países Baixos (incluindo a Guiana Ho-<br>landesa) (a) . . . . .                             | 40                             |
| Peru . . . . .                                                                              | 280                            |
| Filipinas . . . . .                                                                         | 25                             |
| Polónia . . . . .                                                                           | 220                            |
| República Dominicana . . . . .                                                              | 600                            |
| Checoslováquia . . . . .                                                                    | 275                            |
| U. R. S. S. . . . .                                                                         | 200                            |
| Jugoslávia . . . . .                                                                        | 20                             |

2. As quotas de exportação da República Checoslovaca e da República Popular da Polónia não incluem as exportações de açúcar destes países para a U. R. S. S. e estas exportações ficam fora do presente Acordo.

A quota de exportação da U. R. S. S. foi calculada, por conseguinte, sem se ter em conta as importações de açúcar provenientes dos países acima mencionados.

(a) O Reino dos Países Baixos compromete-se a não exportar no decurso dos anos de 1954, 1955 e 1956, considerados no seu conjunto, uma quantidade de açúcar superior à que vier a importar durante o mesmo período.

3. O presente Acordo não se aplica às trocas de açúcar entre a França e os países cuja representação internacional é assegurada pela França e os Estados Associados do Camboja, do Laos e do Vietnam.

4. A Costa Rica, o Equador e a Nicarágua, aos quais não foi atribuída qualquer tonelagem de base de exportação nos termos do presente artigo, podem cada um exportar para o mercado livre uma quantidade anual máxima de 5 000 toneladas de açúcar.

5. O presente Acordo não desconhece e não se propõe neutralizar as aspirações da Indonésia a restabelecer, como Estado Soberano, a sua posição de país exportador de açúcar na medida compatível com as possibilidades do mercado livre.

6. A Índia tem o estatuto de país exportador, mas não solicitou a atribuição de uma quota de exportação.

##### B. Prioridade em caso de «deficits» («shortfalls») e em caso de aumento das necessidades do mercado livre

7. Na determinação das quotas efectivas de exportação aplicar-se-ão as seguintes prioridades, de acordo com o disposto no parágrafo 8 do presente artigo:

(a) As primeiras 50 000 toneladas serão atribuídas a Cuba;

(b) As 15 000 toneladas seguintes serão atribuídas à Polónia;

(c) As 5 000 toneladas seguintes serão atribuídas a Haiti, em relação ao primeiro e segundo ano; esta quantidade será elevada para 10 000 toneladas em relação ao terceiro ano;

(d) As 25 000 toneladas seguintes serão atribuídas à Checoslováquia;

(e) As 10 000 toneladas seguintes serão atribuídas à Hungria.

8. (i) Ao proceder às redistribuições resultantes do disposto nos parágrafos 1 (i) e 2 do artigo 19.º o Conselho aplicará as prioridades enunciadas no parágrafo 7 do presente artigo.

(ii) Ao proceder às repartições resultantes do disposto no artigo 18.º, no parágrafo 1 (ii) do artigo 19.º e no artigo 22.º, o Conselho não aplicará as referidas prioridades enquanto não tiverem sido oferecidas aos países exportadores enumerados no parágrafo 1 do presente artigo quotas de exportação iguais ao total das suas tonelagens de base de exportação, sob a reserva de serem tidas em conta as reduções aplicadas em virtude do artigo 12.º e do parágrafo 3 do artigo 21.º, depois do que só aplicará as referidas prioridades na medida em que não tiverem sido já aplicadas em conformidade com o disposto na precedente alínea (i) deste parágrafo.

(iii) As reduções efectuadas segundo o disposto no artigo 21.º serão aplicadas proporcionalmente às tonelagens de base de exportação, até que as quotas efectivas de exportação tenham sido reduzidas ao total das tonelagens de base de exportação acrescidas do total das prioridades atribuídas em virtude de aumento das necessidades do mercado livre para o respectivo ano; depois do que as prioridades serão reduzidas na ordem inversa e daí por diante as reduções serão aplicadas novamente em proporção às tonelagens de base de exportação.

#### ARTIGO 15.º

O presente Acordo não se aplica às trocas de açúcar entre a União Económica Belgo-Luxemburguesa (incluindo o Congo Belga), a França e os países cuja representação internacional é assegurada pela França, a República Federal Alemã e o Reino dos Países Baixos (incluindo a Guiana Holandesa).

Estes países comprometem-se a limitar as trocas referidas no presente artigo à quantidade líquida de 175 000 toneladas de açúcar por ano.

## ARTIGO 16.º

1. O Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte (em representação das Índias Ocidentais Britânicas e da Guiana Britânica, das ilhas Maurícia e Fidji), o Governo do Commonwealth da Austrália e o Governo da União Sul-Africana comprometem-se a que a totalidade das exportações líquidas de açúcar dos territórios exportadores aos quais se aplica o Acordo do Commonwealth de 1951 sobre o açúcar (com excepção das trocas locais de açúcar entre territórios contíguos ou ilhas adjacentes do Commonwealth em quantidades que possam ter sido consagradas pelo uso) não ultrapasse as quantidades totais seguintes:

(i) nos anos civis de 1954 e 1955: 2 413 793 toneladas (2 375 000 toneladas longas inglesas) de açúcar tal e qual («tel quel») por ano;

(ii) no ano civil de 1956: 2 490 018 toneladas (2 450 000 toneladas longas inglesas) de açúcar tal e qual («tel quel»).

Sob reserva das obrigações contratuais assumidas pelos Governos interessados em virtude do Acordo do Commonwealth de 1951 sobre o açúcar, os limites quantitativos acima especificados para os anos civis de 1954, 1955 e 1956 não poderão ser alterados e as disposições de todos os demais artigos do presente Acordo serão interpretadas em conformidade.

2. Estas limitações têm como efeito pôr à disposição do mercado livre uma fracção dos mercados açucareiros dos países do Commonwealth. Os Governos acima mencionados poderiam no entanto considerar-se desligados das suas obrigações de assim se limitar as exportações de açúcar do Commonwealth se um Governo ou vários Governos de um ou vários países exportadores participantes, dispondo de uma tonelagem de base de exportações nos termos do parágrafo 1 do artigo 14.º, firmassem um acordo especial de comércio com um país importador do Commonwealth que garantisse ao país exportador uma fracção determinada do mercado desse país do Commonwealth.

3. O Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte, de acordo com o Governo do Commonwealth da Austrália e com o Governo da União Sul-Africana, compromete-se a fornecer ao Conselho, sessenta dias antes do início de cada «ano de quota», uma avaliação das exportações totais líquidas procedentes dos territórios exportadores aos quais se aplica o Acordo do Commonwealth sobre o açúcar para o referido ano e a informar sem demora o Conselho de todas as alterações que essa avaliação possa vir a sofrer durante o ano. A comunicação destas informações ao Conselho, por parte do Reino Unido, em virtude deste compromisso, é considerada como constituindo uma exoneração plena e inteira das obrigações previstas nos artigos 11.º e 12.º deste Acordo, no que respeita aos territórios acima mencionados.

4. As disposições dos parágrafos 3 e 4 do artigo 13.º não se aplicam aos territórios exportadores abrangidos pelo Acordo do Commonwealth sobre o açúcar.

5. Nenhuma disposição do presente artigo pode ser interpretada no sentido de impedir qualquer país participante, exportando para o mercado livre, de exportar açúcar para qualquer país do Commonwealth britânico, nem, dentro dos limites quantitativos acima definidos, no de impedir qualquer país do Commonwealth de exportar açúcar para o mercado livre.

## ARTIGO 17.º

As exportações de açúcar com destino aos Estados Unidos da América para o consumo interno não são consideradas exportações para o mercado livre e não são tidas em conta nas quotas de exportação fixadas no presente Acordo.

## ARTIGO 18.º

1. Antes do início de cada «ano de quota» o Conselho fará proceder à avaliação das necessidades de importações líquidas do mercado livre para o referido ano em açúcar proveniente dos países exportadores enumerados no parágrafo 1 do artigo 14.º Na elaboração dessa avaliação será tida em conta, entre outros factores, a quantidade total do açúcar que tiver sido participada ao Conselho como podendo ser importada de países não participantes, ao abrigo do disposto no parágrafo 4 do artigo 7.º

2. Pelo menos trinta dias antes do início de cada «ano de quota» o Conselho examinará a avaliação das necessidades de importações líquidas do mercado livre, elaborada em conformidade com o parágrafo 1 do presente artigo. Se o Conselho aprovar essa avaliação, atribuirá imediatamente para o referido ano a cada um dos países exportadores enumerados no parágrafo 1 do artigo 14.º uma quota inicial de exportação para o mercado livre, distribuindo a tonelagem resultante da avaliação entre os países exportadores, proporcionalmente às suas tonelagens de base de exportação, com a reserva do disposto no artigo 14.º, B, das sanções que podem ser aplicadas ao abrigo do disposto no artigo 12.º e das reduções que podem ser feitas nos termos do parágrafo 3 do artigo 21.º

3. Se houver desacordo dentro do Conselho acerca da avaliação das necessidades das importações líquidas do mercado livre, elaborada em conformidade com o parágrafo 1 do presente artigo, a questão será objecto de uma votação especial. Se em resultado desta votação for adoptada uma avaliação, o Conselho atribuirá então as quotas iniciais de exportação, de acordo com o disposto no parágrafo 2 do presente artigo; mas, se não for adoptada qualquer avaliação, as quotas iniciais de exportação para o novo «ano de quota» serão fixadas distribuindo-se uma quantidade igual ao total das quotas de exportação efectivas em vigor no fim do «ano de quota» corrente, na base e nos termos previstos no parágrafo 2 do presente artigo.

4. O Conselho fica autorizado a decidir, por um voto especial, que, no decorrer de cada «ano de quota» seja deduzida das necessidades de importação líquida dos mercados livres uma quantidade máxima de 20 000 toneladas, a qual será guardada em reserva, da qual poderá atribuir quotas adicionais de exportação, com o fim de remediar situações cuja gravidade excepcional seja devidamente comprovada.

## ARTIGO 19.º

1. O Conselho fará proceder, pela forma abaixo indicada, ao ajustamento das quotas efectivas de exportação dos países participantes enumerados no parágrafo 1 do artigo 14.º, sob reserva do disposto no artigo 14.º, B.

(i) Dentro dos dez dias seguintes à data em que o Governo de um país exportador tiver notificado, nos termos do artigo 11.º, que não utilizará uma fracção da sua quota inicial de exportação ou da sua quota efectiva de exportação, proceder-se-á à redução da quota efectiva de exportação desse país e ao aumento das quotas efectivas de exportação dos outros países exportadores, redistribuindo-se uma quantidade de açúcar igual à fracção das quotas assim abandonadas, proporcionalmente às tonelagens de base de exportação dos referidos países. O secretário do Conselho notificará sem demora os Governos dos países exportadores dos ditos aumentos; estes Governos deverão indicar ao secretário do Conselho, no prazo de dez dias, depois de recebida essa notificação, se estão ou não em condições de utilizar a quantidade suplementar que lhes for assim atribuída. Recebida esta informação, proceder-se-á a

uma nova redistribuição das quantidades não aceites e o secretário do Conselho notificará imediatamente aos Governos dos países exportadores interessados os aumentos aplicados às suas quotas efectivas de exportação.

(ii) De tempos a tempos ter-se-á em conta as variações nas avaliações das quantidades de açúcar, notificadas ao Conselho, como podendo ser importadas de países não participantes, nos termos do artigo 7.º, ficando, todavia, entendido que não será necessário redistribuir essas quantidades enquanto não atingirem um total de 5 000 toneladas. As redistribuições nos termos da presente alínea serão efectuadas nos termos e na forma previstos na alínea (i) precedente.

2. Não obstante o disposto no artigo 11.º, se o Conselho determinar, depois de consultar o Governo de qualquer país exportador participante, que esse país não estará em condições de utilizar toda ou parte da sua quota efectiva de exportação, o mesmo Conselho poderá aumentar proporcionalmente as quotas de exportação dos outros países exportadores participantes, nos termos e na forma previstos no parágrafo 1 (i) do presente artigo, ficando, todavia, entendido que esta actuação do Conselho não priva o país em causa do seu direito de utilizar a quota de exportação de que dispunha anteriormente.

## CAPÍTULO VIII

### Estabilização dos preços

#### ARTIGO 20.º

1. Para os efeitos do presente Acordo, o preço do açúcar será considerado equitativo, tanto para os consumidores como para os produtores, se for mantido dentro de uma zona de preços estabilizados entre o mínimo de 3,25 «cents» e um máximo de 4,35 «cents» em moeda dos Estados Unidos, por libra «avoir-du-poids», f. a. s. em porto cubano. O preço do açúcar será o preço disponível fixado pela Bolsa do café e do açúcar de Nova Iorque em função do contrato n.º 4, ou de qualquer outro preço que possa ser fixado nos termos do parágrafo 2 do presente artigo.

2. Se não puder dispor do preço referido no parágrafo 1 do presente artigo em relação a um período essencial o Conselho escolherá qualquer outro critério que julgue conveniente.

3. O Conselho pode modificar, por meio de uma votação especial, os limites inferior e superior da zona de preços estabilizados a que se refere o parágrafo 1 do presente artigo.

#### ARTIGO 21.º

1. (i) Se em determinada altura o Conselho decidir que as condições do mercado tornam aconselhável uma redução das quotas efectivas de exportação, com o fim de impedir que o preço do açúcar desça abaixo do mínimo estabelecido nos termos do artigo 20.º, poderá efectuar quaisquer reduções das quotas efectivas de exportação que julgue necessária, em proporção com as toneladas de base de exportação, sob reserva do disposto no artigo 14.º, B.

(ii) Não obstante o disposto na precedente alínea (i), sempre que a média dos preços do açúcar, estabelecida em relação a um período de quinze dias consecutivos de bolsa segundo os preços médios diários do disponível, for inferior ao preço mínimo estabelecido nos termos do artigo 20.º o Conselho procederá, dentro dos dez dias subsequentes ao termo daquele período de quinze dias de bolsa, à redução das quotas efectivas de exportação que julgue necessárias, proporcionalmente às toneladas de base de exportação e sob reserva do disposto no artigo 14.º, B, ficando entendido

que não será introduzida qualquer outra alteração nas quotas efectivas de exportação, em virtude da presente alínea, durante um período de quinze dias consecutivos de bolsa, a contar da data de qualquer ajustamento das quotas efectivas realizado nos termos da presente alínea ou do artigo 22.º

(iii) Se o Conselho não puder chegar a um acordo, antes do fim do período de dez dias acima indicado, sobre a importância da redução a efectuar por aplicação da precedente alínea (ii), as quotas efectivas de exportação serão reduzidas em cada vez de uma quantidade igual a 5 por cento das toneladas de base de exportação, sob reserva do disposto no artigo 14.º, B.

(iv) Apesar do disposto nas precedentes alíneas (i), (ii) e (iii), se a quota efectiva de exportação de um país tiver sido reduzida, nos termos do parágrafo 1 (i) do artigo 19.º, essa redução será considerada como fazendo parte das reduções efectuadas no decurso do mesmo «ano de quota», segundo o disposto nas alíneas acima mencionadas.

2. O secretário do Conselho notificará aos Governos dos países participantes qualquer redução das quotas efectivas de exportação feita em aplicação do presente artigo.

3. Se qualquer das reduções previstas nos parágrafos anteriores do presente artigo não puder ser inteiramente aplicada à quota efectiva de exportação de um país exportador, pelo facto de, na altura dessa redução, o referido país ter já exportado toda ou parte da quantidade correspondente a esta redução, deduzir-se-á uma quantidade correspondente do contingente inicial de exportação desse país para o ano de quota seguinte.

#### ARTIGO 22.º

1. Se, em determinada altura o Conselho decidir que as condições do mercado tornam aconselhável um aumento das quotas efectivas de exportação, com o fim de impedir que o preço do açúcar exceda o preço máximo estabelecido nos termos do artigo 20.º, poderá efectuar quaisquer aumentos das quotas efectivas de exportação que julgue necessários, proporcionalmente às toneladas de base de exportação, sob reserva do disposto no artigo 14.º, B.

2. (i) Não obstante o disposto no parágrafo 1 do presente artigo, sempre que a média dos preços do açúcar estabelecida em relação a um período de quinze dias consecutivos de bolsa segundo os preços médios diários do disponível for superior ao preço máximo estabelecido nos termos do artigo 20.º, o Conselho procederá, dentro dos dez dias subsequentes ao termo do referido período de quinze dias de bolsa, ao aumento das quotas de exportação efectivas que julgue necessárias, proporcionalmente às toneladas de base de exportação e sob reserva do disposto no artigo 14.º, B, ficando entendido que não será introduzida qualquer outra alteração das quotas efectivas de exportação em virtude da presente alínea durante um período de quinze dias consecutivos de bolsa a seguir à data de um ajustamento das quotas efectivas realizado nos termos da presente alínea ou do artigo 21.º

(ii) Se o Conselho não puder chegar a um acordo, dentro do período de dez dias acima indicado, acerca da importância do aumento a efectuar por aplicação da precedente alínea (i), as quotas de exportação efectivas serão aumentadas em cada vez de uma quantidade igual a 7,5 por cento das toneladas de base de exportação, sob reserva do disposto no artigo 14.º, B.

3. O secretário do Conselho notificará aos Governos dos países participantes qualquer aumento das quotas efectivas de exportação feito em aplicação do presente artigo.

## CAPÍTULO IX

## Limitação geral da redução das quotas de exportação

## ARTIGO 23.º

1. Sem prejuízo das sanções impostas em virtude do disposto no artigo 12.º e das reduções feitas nos termos do parágrafo 1 (i) do artigo 19.º, as quotas de exportação efectivas dos países exportadores participantes enumerados no parágrafo 1 do artigo 14.º não serão reduzidas abaixo de 80 por cento das toneladas de base de exportação, e quaisquer outras disposições do presente Acordo deverão ser interpretadas em conformidade, ficando todavia entendido que a quota efectiva de exportação de um país exportador participante que disponha, nos termos do parágrafo 1 do artigo 14.º, de uma tonelagem de base de exportação inferior a 50 000 toneladas, não será reduzido abaixo de 90 por cento da tonelagem de base de exportação desse país.

2. Nenhuma redução das quotas poderá ser efectuada por aplicação do artigo 21.º, dentro dos últimos quarenta e cinco dias do «ano de quota».

## CAPÍTULO X

## Misturas contendo açúcar

## ARTIGO 24.º

Se o Conselho adquirir a convicção de que em consequência de um importante aumento das exportações ou da utilização de misturas contendo açúcar, estas misturas tendem a substituir-se ao açúcar, a ponto de se oporem à plena eficácia do presente Acordo, poderá decidir que estes produtos ou alguns deles sejam considerados como açúcar para os efeitos do presente Acordo, na proporção do seu teor em açúcar, ficando entendido que no cálculo da quantidade de açúcar a considerar na quota de exportação de um país participante, o Conselho não terá em conta o equivalente em açúcar das quantidades destes produtos correspondentes àquela que o referido país exportava normalmente antes da vigência do presente Acordo.

## CAPÍTULO XI

## Dificuldades monetárias

## ARTIGO 25.º

1. Se durante a vigência do presente Acordo o Governo de qualquer país importador participante entender que lhe é necessário quer evitar a ameaça iminente de uma diminuição importante das suas reservas monetárias, quer deter ou corrigir tal diminuição, poderá solicitar ao Conselho que modifique certas obrigações particulares que lhe incumbem em virtude do presente Acordo.

2. O Conselho estudará pormenorizadamente, em consulta com o Fundo Monetário Internacional, os problemas levantados por tais solicitações e aceitará quaisquer verificações, dimanando do Fundo, sobre factos de carácter estatístico ou outros referentes a câmbios, as reservas monetárias e à balança de pagamentos; aceitará igualmente a decisão do Fundo sobre se o referido país sofreu uma redução apreciável das suas reservas monetárias ou se ele está na iminência de sofrer tal redução. Se o referido país não for membro do Fundo Monetário Internacional e solicitar do Conselho que não consulte o Fundo, o Conselho examinará o assunto sem proceder a tal consulta.

3. Em qualquer caso o Conselho examinará o assunto juntamente com o Governo do país importador. Se o Conselho decidir que o pedido é fundado e que o re-

ferido país, dando cumprimento ao disposto no presente Acordo, não pode obter uma quantidade de açúcar suficiente para satisfazer as necessidades do seu consumo, poderá o Conselho modificar as obrigações que, nos termos do presente Acordo, incumbem ao referido Governo ou ao Governo de qualquer país exportador, na medida e no prazo que ele julgar necessários para permitir que o referido país importador obtenha um abastecimento de açúcar mais adequado aos recursos de que dispõe.

## CAPÍTULO XII

## Estudos efectuados pelo conselho

## ARTIGO 26.º

1. O Conselho estudará os meios de assegurar um aumento conveniente do consumo do açúcar e, a este respeito, fará recomendações aos Governos dos países participantes; poderá proceder ao estudo de assuntos tais como:

(i) Os efeitos sobre o consumo do açúcar nos vários países:

(a) dos impostos e das medidas restritivas;

(b) das condições económicas, climáticas e outras;

(ii) Os meios de aumentar o consumo, sobretudo nos países onde é baixo o consumo individual;

(iii) A possibilidade de estabelecer programas de publicidade, em cooperação com organismos similares interessados no aumento do consumo de outros produtos alimentares;

(iv) O progresso das investigações sobre novas utilizações do açúcar e subprodutos e das plantas de que provêm.

2. Além disso o Conselho está autorizado a realizar ou a promover a realização de outros trabalhos, nomeadamente a recolha de informações pormenorizadas relativas a uma assistência especial, sob várias formas, à indústria açucareira, com o fim de poder formular todas as sugestões que julgue convenientes quanto aos objectivos gerais enumerados no artigo 1.º e aos problemas respeitantes ao referido produto de base. Todos estes estudos devem referir-se ao maior número possível de países e terão em conta as condições gerais, sociais e económicas dos países interessados.

3. Os estudos realizados nos termos dos parágrafos 1 e 2 do presente artigo serão efectuados de acordo com as directrizes eventuais do Conselho e em consulta com os Governos participantes.

4. Os Governos interessados concordam em participar ao Conselho as conclusões a que os conduziu o exame das recomendações e propostas mencionadas no presente artigo.

## CAPÍTULO XIII

## Administração

## ARTIGO 27.º

1. É criado um Conselho internacional encarregado de administrar o presente Acordo.

2. Cada um dos Governos participantes será membro do Conselho com direito de voto; terá o direito de fazer-se representar no Conselho por um delegado e poderá nomear suplentes. O delegado e os suplentes poderão ser acompanhados, nas reuniões do Conselho, por conselheiros, na medida em que cada um dos Governos participantes o julgue necessário.

3. O Conselho elegerá um presidente, que não terá direito de voto e que permanecerá em funções durante um «ano de quota». O presidente não será remunerado; será escolhido alternadamente entre as delegações dos países importadores e dos países exportadores participantes.

4. O Conselho elegerá um vice-presidente, que permanecerá em funções durante um «ano de quota». O vice-presidente não será remunerado; será escolhido alternadamente entre as delegações dos países exportadores e dos países importadores participantes.

5. O Conselho fica autorizado, depois de consulta ao Conselho Internacional do Açúcar, instituído nos termos do Acordo internacional para a regulamentação da produção e do escoamento do açúcar no mercado, assinado em Londres em 6 de Maio de 1937, a tomar a seu cargo os arquivos, o activo e o passivo deste organismo.

6. O Conselho terá, no território de cada um dos países participantes, e na medida em que o permita a legislação desse país, a capacidade jurídica necessária para o exercício das funções que lhe incumbem nos termos do presente Acordo.

#### ARTIGO 28.º

1. O Conselho estabelecerá um regulamento interno conforme às disposições do presente Acordo. Disporá de toda a documentação que lhe for necessária para o desempenho das funções que lhe são atribuídas pelo presente Acordo, assim como de qualquer outra documentação que julgue conveniente. No caso de conflito entre o regulamento interno assim adoptado e as disposições do presente Acordo prevalecerão as do Convénio.

2. O Conselho publicará, pelo menos uma vez por ano, um relatório sobre as suas actividades e sobre o funcionamento do presente Acordo.

3. O Conselho estabelecerá, preparará e publicará todos os relatórios, estudos, gráficos, análises e outros documentos que julgue úteis e convenientes.

4. Os Governos participantes comprometem-se a pôr à disposição do Conselho e do Comité Executivo e a fornecer-lhes todas as estatísticas e informações necessárias para o desempenho das funções que lhes são atribuídas pelo presente Acordo.

5. O Conselho poderá nomear os Comités permanentes ou temporários que julgue convenientes para o assistirem no desempenho das funções que lhe são atribuídas pelo presente Acordo.

6. O Conselho poderá, por meio de um voto especial, delegar no Comité Executivo estabelecido em virtude do artigo 37.º o exercício de quaisquer dos seus poderes ou funções, excepto aqueles que exigem uma decisão por voto especial, nos termos do presente Acordo. O Conselho poderá, em qualquer altura, revogar tais delegações por maioria dos votos expressos.

7. O Conselho desempenhará quaisquer outras funções necessárias à execução do disposto no presente Acordo.

#### ARTIGO 29.º

O Conselho designará um director executivo, o qual será o funcionário com remuneração permanente de mais elevada categoria; um secretário e o pessoal necessário para o trabalho do Conselho e seus Comités. É obrigatório, como condição de exercício das funções dos referidos funcionários e do pessoal, o não terem interesses financeiros ou renunciarem a todos os interesses financeiros na indústria ou comércio do açúcar e não solicitarem ou receberem instruções, quanto ao cumprimento das funções que exercem nos termos resultantes deste Acordo, de qualquer Governo ou qualquer outra autoridade estranha ao Conselho.

#### ARTIGO 30.º

1. O Conselho escolherá o lugar da sua sede. Aí terá as suas reuniões, a menos que resolva realizar uma sessão especial em outro qualquer lugar.

2. O Conselho reunirá, pelo menos, uma vez por ano. Poderá ser convocado pelo seu presidente em qualquer altura.

3. O presidente convocará uma sessão do Conselho, se assim o solicitarem:

(i) Cinco dos Governos participantes; ou

(ii) Um ou mais Governos participantes que disponham, pelo menos, de 10 por cento do número total de votos; ou

(iii) O Comité Executivo.

#### ARTIGO 31.º

Será necessária a presença de representantes dispondo de 75 por cento do total dos votos dos Governos participantes para que seja constituído o quórum em qualquer reunião do Conselho. No entanto, se este quórum não for atingido no dia fixado para uma reunião do Conselho convocada ao abrigo do artigo 30.º, tal reunião realizar-se-á sete dias depois e a presença de representantes dispondo de 50 por cento do total dos votos dos Governos participantes constituirá então o quórum necessário.

#### ARTIGO 32.º

O Conselho poderá tomar decisões sem reunir, por meio de troca de correspondência entre o presidente e os Governos participantes, sob a reserva de que nenhum dos Governos participantes oponha qualquer objecção a este procedimento. Qualquer decisão assim tomada será comunicada, o mais prontamente possível, a todos os Governos participantes e será registada nas actas da reunião seguinte do Conselho.

#### ARTIGO 33.º

Os votos de que dispõem no Conselho as delegações dos países importadores são as seguintes:

|                                     |              |
|-------------------------------------|--------------|
| Arábia Saudita . . . . .            | 15           |
| Áustria . . . . .                   | 20           |
| Canadá . . . . .                    | 80           |
| Ceilão . . . . .                    | 30           |
| Espanha . . . . .                   | 20           |
| Estados Unidos da América . . . . . | 245          |
| Grécia . . . . .                    | 25           |
| Israel . . . . .                    | 20           |
| Japão . . . . .                     | 100          |
| Jordânia . . . . .                  | 15           |
| Líbano . . . . .                    | 20           |
| Noruega . . . . .                   | 30           |
| Portugal . . . . .                  | 30           |
| República Federal Alemã . . . . .   | 60           |
| Reino Unido . . . . .               | 245          |
| Suíça . . . . .                     | 45           |
| <i>Total . . . . .</i>              | <i>1 000</i> |

#### ARTIGO 34.º

Os votos de que dispõem no Conselho as delegações dos países exportadores são as seguintes:

|                                                                                          |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Austrália . . . . .                                                                      | 45  |
| Bélgica . . . . .                                                                        | 20  |
| Brasil . . . . .                                                                         | 50  |
| China . . . . .                                                                          | 65  |
| Cuba . . . . .                                                                           | 245 |
| Dinamarca . . . . .                                                                      | 20  |
| França (e os países cuja representação internacional é assegurada pela França) . . . . . | 35  |
| Haiti . . . . .                                                                          | 20  |
| Hungria . . . . .                                                                        | 20  |
| Índia . . . . .                                                                          | 30  |
| Indonésia . . . . .                                                                      | 40  |
| México . . . . .                                                                         | 25  |
| Nicarágua . . . . .                                                                      | 15  |
| Países Baixos . . . . .                                                                  | 20  |

|                                                       |              |
|-------------------------------------------------------|--------------|
| Peru . . . . .                                        | 40           |
| Filipinas . . . . .                                   | 25           |
| Polónia . . . . .                                     | 40           |
| República Dominicana . . . . .                        | 65           |
| Checoslováquia . . . . .                              | 45           |
| União Sul-Africana . . . . .                          | 20           |
| União das Repúblicas Socialistas Soviéticas . . . . . | 100          |
| Jugoslávia . . . . .                                  | 15           |
| <i>Total</i> . . . . .                                | <u>1 000</u> |

## ARTIGO 35.º

Cada vez que seja alterado o número de membros do presente Acordo, ou que seja suspenso o direito de voto de qualquer país ou que lhe seja restabelecido esse direito nos termos de qualquer disposição do presente Acordo, o Conselho procederá à redistribuição dos votos dentro de cada grupo (países importadores e países exportadores), tendo em conta, para os países importadores, o total médio das suas importações durante os dois anos anteriores e, para os países exportadores, na proporção respectiva de 40 e de 60 da sua produção média nos dois anos anteriores e da tonelagem de base de exportação que lhes é atribuída, sob reserva de que em nenhum caso qualquer país possa dispor de menos de 15 votos ou de mais de 245 votos e de que não haverá fracção de votos.

## ARTIGO 36.º

1. Com excepção dos casos em que o presente Acordo disponha expressamente de outra forma, as decisões do Conselho serão tomadas por maioria dos votos expressos pelos países exportadores e por maioria dos votos expressos pelos países importadores, com a condição de que esta última maioria seja a expressão dos votos de, pelos menos, um terço do número dos países importadores presentes e votantes.

2. Quando for exigido um voto especial, as decisões do Conselho deverão ser tomadas por maioria de, pelo menos, dois terços dos votos expressos, incluindo uma simples maioria dos votos expressos pelos países exportadores e uma simples maioria dos votos expressos pelos países importadores, com a condição de que esta última maioria seja a expressão dos votos de, pelo menos, um terço do número dos países importadores presentes e votantes.

3. Não obstante o disposto nos parágrafos 1 e 2 do presente artigo, em qualquer sessão do Conselho convocada, nos termos do parágrafo 3, (i), do artigo 30.º ou do parágrafo 3, (ii), do artigo 30.º, para tratar de qualquer dos assuntos relativos aos artigos 21.º e 22.º as decisões do Conselho referentes à actuação do Comité Executivo para a aplicação dos referidos artigos serão tomadas por simples maioria dos votos expressos pelos países participantes presentes e votantes considerados no seu conjunto.

4. O Governo de qualquer país exportador participante poderá autorizar o delegado votante de um outro país exportador, e o Governo de qualquer país importador participante poderá autorizar o delegado votante de um outro país importador, a representar os seus interesses e a exercer o seu direito de voto numa ou em várias reuniões do Conselho. Um atestado dessa autorização deverá ser submetido ao Conselho sob forma que este considere satisfatória.

5. Cada Governo participante compromete-se a aceitar como obrigatórias todas as decisões tomadas pelo Conselho em conformidade com as disposições do presente Acordo.

## ARTIGO 37.º

1. O Conselho instituirá um Comité Executivo composto por representantes dos Governos de cinco países ex-

portadores participantes, os quais serão escolhidos, pelo período de um «ano de quota», por maioria dos votos de que dispõem os países exportadores e por representantes dos Governos de cinco países importadores participantes, os quais serão escolhidos, pelo período de um «ano de quota», por maioria dos votos de que dispõem os países importadores.

2. O Comité Executivo terá os poderes e desempenhará as funções do Conselho que por este lhe tiverem sido delegados.

3. O director executivo do Conselho será *ex officio* presidente do Comité Executivo, mas não terá direito de voto; este Comité poderá eleger um vice-presidente. O Comité estabelecerá o seu regulamento interno dependente de aprovação pelo Conselho.

4. Cada um dos membros do Comité Executivo disporá de um voto. No Comité Executivo as decisões serão tomadas por maioria dos votos expressos pelos países exportadores e por maioria dos votos expressos pelos países importadores.

5. Qualquer Governo participante terá o direito de recorrer para o Conselho, mas condições que este determinar, de quaisquer decisões do Comité Executivo. Na medida em que a decisão do Conselho não concorde com a do Comité Executivo será esta última modificada a partir da data da decisão do Conselho.

## CAPÍTULO XIV

## Disposições financeiras

## ARTIGO 38.º

1. As despesas das delegações ao Conselho e as dos membros do Comité Executivo estarão a cargo dos respectivos Governos. As outras despesas necessárias à administração do presente Acordo, incluindo as remunerações pagas pelo Conselho, serão cobertas por meio de quotas anuais dos Governos participantes. A quotização de cada Governo participante em cada «ano de quota» será proporcional ao número de votos de que disponha na altura em que for adoptado o orçamento para esse «ano de quota».

2. Durante a sua primeira sessão o Conselho aprovará o seu orçamento para o primeiro «ano de quota» e fixará a quota a pagar por cada Governo participante.

3. Em cada «ano de quota» o Conselho aprovará o seu orçamento para o «ano de quota» seguinte e fixará a quota a pagar por cada Governo participante em relação ao mesmo «ano de quota».

4. A quotização inicial de qualquer Governo participante que aderir ao presente Acordo, nos termos do artigo 41.º, será fixada pelo Conselho com base no número de votos atribuídos ao respectivo país e na fracção do «ano de quota» ainda não decorrida; mas as quotas fixadas para os outros Governos participantes para o «ano de quota» em curso não serão alteradas.

5. As quotas são exigíveis no princípio do «ano de quota» para o qual tiverem sido fixadas e na moeda do país onde se encontre a sede do Conselho. Todo o Governo participante que não tenha pago a sua quotização no fim do «ano de quota» para o qual essa quotização foi fixada será suspenso do seu direito de voto até que a sua quotização seja paga; mas, a não ser por um voto especial do Conselho, não será privado de quaisquer outros direitos nem desligado de nenhuma das suas obrigações resultantes do presente Acordo.

6. O Governo do país em que se encontre a sede do Conselho deverá isentar de impostos, na medida em que a sua legislação o permita, os fundos do Conselho e as remunerações pagas por este ao seu pessoal.

7. Em cada «ano de quota» o Conselho publicará um balanço certificado das suas receitas e despesas referentes ao «ano de quota» anterior.

8. Antes da sua dissolução o Conselho tomará as providências necessárias para a liquidação do seu passivo e as relativas ao destino a dar ao seu arquivo e ao activo existente na data da expiração do presente Acordo.

## CAPÍTULO XV

### Cooperação com outros organismos

#### ARTIGO 39.º

1. No desempenho das suas funções, nos termos do presente Acordo, o Conselho poderá tomar quaisquer medidas com o fim de consultar as instituições e os organismos próprios e de cooperar com eles; poderá também tomar quaisquer disposições que julgue convenientes para permitir que representantes desses organismos assistam às suas reuniões.

2. Se o Conselho verificar que quaisquer disposições do presente Acordo são incompatíveis com os princípios estabelecidos pelas Nações Unidas ou pelos seus órgãos próprios, ou pelas suas instituições especializadas em matéria de acordos intergovernamentais sobre produtos de base, esta incompatibilidade será considerada como impedindo o funcionamento do presente Acordo e aplicar-se-á então o processo estabelecido no artigo 43.º

## CAPÍTULO XVI

### Contestações e reclamações

#### ARTIGO 40.º

1. Qualquer contestação relativa à interpretação ou aplicação do presente Acordo que não seja solucionada por via de negociação será submetida, a pedido de qualquer Governo participante no Acordo que seja parte no conflito, ao Conselho, que dará a sua decisão.

2. Quando qualquer contestação tenha sido submetida ao Conselho nos termos do parágrafo 1 do presente artigo, a maioria dos Governos participantes, ou um grupo de Governos participantes dispondo de, pelo menos, um terço do total dos votos, poderá pedir ao Conselho que, depois de discussão completa do assunto, solicite o parecer da Comissão Consultiva, mencionada no parágrafo 3 do presente artigo, acerca das questões em litígio, antes de dar a conhecer a sua decisão.

3. (i) Salvo no caso de decisão em contrário do Conselho, tomada por unanimidade, essa Comissão será composta por:

(a) Duas pessoas designadas pelos países exportadores, uma das quais deverá possuir uma grande experiência em assuntos do género dos que estiverem em litígio e a outra tenha autoridade e experiência em matéria jurídica;

(b) Duas pessoas com qualidades idênticas designadas pelos países importadores; e

(c) Um presidente eleito por unanimidade pelas quatro pessoas nomeadas nos termos do disposto nas presentes alíneas (a) e (b) ou, em caso de desacordo, pelo presidente do Conselho.

(ii) Os nacionais dos países cujos Governos sejam partes no presente Acordo podem ser nomeados membros da Comissão Consultiva.

(iii) Os membros da Comissão Consultiva actuam a título pessoal e sem receberem instruções de qualquer Governo.

(iv) As despesas da Comissão Consultiva estarão a cargo do Conselho.

4. O parecer justificado da Comissão Consultiva será submetido ao Conselho, que resolverá o conflito depois

de tomar em consideração todos os elementos pertinentes de informação.

5. Quando for apresentada queixa de que um Governo participante teria deixado de cumprir as obrigações impostas pelo presente Acordo, este será, a pedido do Governo participante, autor da queixa levada perante o Conselho, que tomará uma decisão sobre o caso.

6. Nenhum Governo participante pode ser reconhecido como culpado de infracção ao presente Acordo, a não ser por maioria dos votos de que dispõem os países exportadores e por maioria dos votos de que dispõem os países importadores. Qualquer verificação de uma infracção ao presente Acordo praticada por um Governo participante deve indicar com precisão a natureza da infracção.

7. Se o Conselho verificar que qualquer Governo participante praticou uma infracção ao presente Acordo, pode, por maioria dos votos de que dispõem os países exportadores e por maioria dos votos de que dispõem os países importadores, suspender o direito de voto do referido Governo, até que esse Governo tenha satisfeito as suas obrigações, ou então excluí-lo do Acordo.

## CAPÍTULO XVII

### Assinatura, aceitação, entrada em vigor e adesão

#### ARTIGO 41.º

1. O presente Acordo ficará aberto, de 15 de Setembro a 31 de Outubro de 1953, à assinatura dos Governos representados por delegados na conferência no decurso da qual foi negociado.

2. O presente Acordo será submetido à ratificação ou aceitação dos Governos signatários, de harmonia com os seus respectivos processos constitucionais, e os instrumentos de ratificação ou de aceitação serão depositados junto do Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte.

3. O presente Acordo ficará aberto à adesão de qualquer dos Governos visados no parágrafo 1 do presente artigo; a adesão far-se-á mediante o depósito de um instrumento de adesão junto do Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte.

4. O Conselho poderá aprovar a adesão ao presente Acordo de qualquer Governo não incluído no parágrafo 1 do presente artigo, sob reserva de que as condições da referida adesão tenham sido previamente determinadas de comum acordo pelo Conselho e pelo Governo interessado.

5. A data efectiva da participação de um Governo no presente Acordo será contada a partir da data em que tiver depositado o instrumento de ratificação, aceitação ou adesão junto do Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte.

6. (i) O presente Acordo entrará em vigor no dia 15 de Dezembro de 1953 pelo que respeita aos artigos 1.º, 2.º, 18.º e 27.º a 46.º, inclusive, e no dia 1 de Janeiro de 1954 pelo que respeita aos artigos 3.º a 17.º e 19.º a 26.º, inclusive, no caso de em 15 de Dezembro de 1953 os instrumentos de ratificação, aceitação ou adesão terem sido depositados por Governos dispondo de 60 por cento dos votos dos países importadores e de 75 por cento dos votos dos países exportadores, segundo a repartição prevista nos artigos 33.º e 34.º No entanto, e durante um período de quatro meses, a partir de 15 de Dezembro de 1953, será considerada equivalente a uma ratificação, aceitação ou adesão a notificação feita ao Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte por parte de um Governo que não tenha podido ratificar o Acordo, aceitá-lo ou a ele aderir antes de 15 de Dezembro de 1953, notificação pela qual esse Governo se com-

promete a completar, tão rapidamente quanto lho permitam os seus processos constitucionais, as formalidades de ratificação, aceitação ou adesão. Se, todavia, tal notificação não for seguida do depósito de um instrumento de ratificação, aceitação ou adesão antes de 1 de Maio de 1954, o Governo interessado deixará de ser considerado como observador. Em qualquer caso, as obrigações decorrentes do presente Acordo para os Governos dos países exportadores que tiverem ratificado ou aceitado este Acordo, ou que a ele tiverem aderido antes de 1 de Maio de 1954, serão aplicáveis, em relação ao primeiro «ano de quota», a partir de 1 de Janeiro de 1954.

(ii) Se, no fim do período de quatro meses mencionado na precedente alínea (i), a percentagem dos votos dos países importadores ou dos países exportadores que tiverem ratificado ou aceitado o presente Acordo ou a ele tiverem aderido for inferior à percentagem prevista na referida alínea (i), os Governos que tiverem ratificado ou aceitado o presente Acordo ou que a ele tiverem aderido poderão acordar pô-lo em vigor entre si.

(iii) O Conselho pode determinar em que condições os Governos que não tiverem ratificado ou aceitado o presente Acordo ou que a ele não tiverem aderido antes de 15 de Dezembro de 1953, mas que tiverem participado a sua intenção de obter, tão rapidamente quanto possível, uma decisão de ratificação, aceitação ou adesão, poderão, se o desejarem, tomar parte nos trabalhos do Conselho na qualidade de observadores sem direito de voto.

7. O Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte notificará a todos os Governos signatários toda e qualquer assinatura, ratificação e aceitação do presente Acordo ou toda e qualquer adesão ao mesmo Acordo e informará todos os Governos signatários das reservas ou condições eventualmente ligadas a essas assinaturas, ratificações ou aceitações.

## CAPÍTULO XVIII

### Duração, emendas, suspensão, denúncia, termo

#### ARTIGO 42.º

1. A duração do presente Acordo é de cinco anos, a partir de 1 de Janeiro de 1954. Este Acordo não pode ser denunciado.

2. Sob reserva dos artigos 43.º e 44.º, o Conselho examinará no decorrer do terceiro ano de vigência do presente Acordo o funcionamento completo deste, nomeadamente no que respeita às quotas e aos preços, e tomará em consideração quaisquer emendas ao Acordo que possam ser propostas pelos Governos participantes na ocasião desse exame.

3. Três meses, pelo menos, antes do último dia do terceiro «ano de quota» do presente Acordo o Conselho apresentará aos Governos participantes um relatório sobre as conclusões do exame previsto no parágrafo 2 do presente artigo.

4. O mais tardar até dois meses depois da recepção do relatório do Conselho, mencionado no parágrafo 3 do presente artigo, qualquer Governo participante poderá retirar-se do presente Acordo, notificando essa retirada ao Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte. A dita retirada terá efeito no último dia do terceiro «ano de quota».

5. (i) Se, depois de decorrido o prazo de dois meses referido no parágrafo 4 do presente artigo, qualquer Governo que não se tenha retirado do presente Acordo nos termos deste parágrafo entender que o número dos Governos que se tenham retirado do Acordo nos termos do mesmo parágrafo, ou a importância desses Governos no quadro do presente Acordo é de tal ordem que possa

prejudicar o funcionamento do Acordo, aquele Governo, dentro dos trinta dias seguintes ao termo do período acima mencionado, poderá pedir ao presidente do Conselho que convoque uma reunião especial do Conselho, durante a qual os Governos participantes no presente Acordo examinarão a questão de saber se continuam ou não a aderir ao Acordo.

(ii) Qualquer reunião especial convocada em virtude de um pedido formulado nos termos da precedente alínea (i) efectuar-se-á no prazo máximo de um mês depois de o presidente ter recebido o referido pedido e os Governos representados na dita reunião poderão retirar-se do Acordo, enviando uma notificação de retirada ao Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte dentro dos trinta dias que se seguirem à reunião; esta notificação de retirada terá efeito trinta dias depois da data da sua recepção por esse Governo.

(iii) Os Governos que não tiverem estado representados na reunião especial realizada nos termos das precedentes alíneas (i) e (ii) não podem retirar-se do presente Acordo ao abrigo do disposto nas referidas alíneas.

#### ARTIGO 43.º

1. Se ocorrerem quaisquer circunstâncias que o Conselho seja de opinião que impedem ou possam impedir o funcionamento do presente Acordo, o Conselho poderá, por meio de um voto especial, recomendar aos Governos participantes que seja introduzida uma emenda no presente Acordo.

2. O Conselho fixará o prazo dentro do qual cada um dos Governos participantes deve notificar ao Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte se aceita ou não qualquer emenda recomendada nos termos do parágrafo 1 do presente artigo.

3. Se, antes de findo o prazo fixado no parágrafo 2 do presente artigo, todos os Governos participantes aceitarem uma emenda, esta entrará em vigor logo que o Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte tenha recebido a última aceitação.

4. Se, no fim do prazo fixado no parágrafo 2 do presente artigo, uma emenda não tiver sido aceite pelos Governos dos países exportadores dispondo de 75 por cento dos votos atribuídos aos países exportadores e pelos Governos dos países importadores dispondo de 75 por cento dos votos atribuídos aos países importadores, essa emenda não entrará em vigor.

5. Se, no fim do prazo fixado no parágrafo 2 do presente artigo, uma emenda for aceite pelos Governos dos países exportadores dispondo de 75 por cento dos votos atribuídos aos países exportadores e pelos Governos dos países importadores dispondo de 75 por cento dos votos atribuídos aos países importadores, mas não pelos Governos de todos os países exportadores e pelos Governos de todos os países importadores:

(i) A emenda entrará em vigor em relação aos Governos participantes que tiverem notificado a sua aceitação nos termos do parágrafo 2 do presente artigo no início do «ano de quota» que se seguir ao fim do prazo fixado nos termos deste parágrafo;

(ii) O Conselho decidirá sem demora se a emenda é de tal natureza que os Governos participantes que a não aceitam devem ser suspensos do presente Acordo a partir do dia em que esta emenda entre em vigor nos termos da precedente alínea (i) e informará da sua decisão todos os Governos participantes. Se o Conselho decidir que a emenda é dessa natureza, os Governos participantes que não aceitaram a emenda informarão o Conselho antes da data em que a emenda deve entrar em vigor, nos termos da precedente alínea (i), se continuam a considerar esta emenda inaceitável e os Governos participantes que assim considerarem serão automaticamente suspensos do presente

Acordo. Todavia, se qualquer destes Governos participantes provar ao Conselho que foi impedido de aceitar a emenda antes da sua entrada em vigor, nos termos da precedente alínea (i), em virtude de dificuldades de ordem constitucional independente da sua vontade, o Conselho poderá adiar a medida de suspensão, até que estas dificuldades tenham sido vencidas e o Governo participante tenha notificado ao Conselho a sua decisão.

6. O Conselho determinará as normas segundo as quais um Governo participante suspenso nos termos da alínea (ii) do parágrafo 5 do presente artigo poderá ser reintegrado, assim como as normas necessárias à entrada em vigor do disposto no presente artigo.

#### ARTIGO 44.º

1. Se qualquer Governo participante entender que foi seriamente prejudicado nos seus interesses pelo facto de um Governo signatário não ratificar ou não aceitar o presente Acordo ou em virtude das condições ou reservas postas à sua assinatura, ratificação ou aceitação, notificará esse facto ao Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte. Assim que receber esta notificação, o Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte dará dela conhecimento ao Conselho, o qual examinará o assunto, quer na sua primeira reunião, quer numa reunião ulterior, a realizar no prazo máximo de um mês a seguir à recepção da notificação. Se após o exame do assunto pelo Conselho, o Governo participante continuar a entender que os seus interesses estão seriamente prejudicados, poderá retirar-se do Acordo, notificando a sua retirada ao Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte num prazo de trinta dias, depois da conclusão do exame do assunto pelo Conselho.

2. Se qualquer Governo participante provar que, apesar do disposto no presente Acordo, o funcionamento deste originou uma carência grave dos abastecimentos ou não estabilizou os preços no mercado livre dentro dos limites previstos no presente Acordo e se o Conselho não tomar medidas para remediar tal situação, o Governo interessado poderá notificar a sua retirada do Acordo.

3. Se durante a vigência do presente Acordo, em virtude de medidas tomadas por um país não participante ou de medidas incompatíveis com o presente Acordo tomadas por um país participante, se verificar nas relações entre a oferta e a procura no mercado livre uma evolução desfavorável que qualquer Governo participante considere seriamente prejudicial aos seus interesses, este Governo participante poderá submeter o caso ao Conselho. Se o Conselho declarar que o caso tem fundamento, o Governo interessado poderá notificar a sua retirada do presente Acordo.

4. Se qualquer Governo participante entender que os seus interesses se encontrarão seriamente prejudicados em razão da tonelagem de base de exportação a atribuir a um país exportador não participante, que solicitou a sua adesão ao Acordo, nos termos do parágrafo 4 do artigo 41.º, esse Governo poderá levar o caso perante o Conselho, que sobre a questão tomará uma decisão. Se o Governo interessado entender que, apesar dessa decisão, os seus interesses continuam a ser seriamente prejudicados, poderá notificar a sua retirada do presente Acordo.

5. O Conselho pronunciar-se-á no prazo de trinta dias sobre qualquer assunto que lhe seja submetido nos termos dos parágrafos 2, 3 e 4 do presente artigo; se o Conselho não se tiver pronunciado no prazo fixado, o Governo que levou o assunto perante o Conselho terá o direito de notificar a sua retirada do presente Acordo.

6. Qualquer Governo participante, se vier a ser envolvido em hostilidades, poderá solicitar ao Conselho a suspensão de todas ou parte das obrigações que lhe impõem o presente Acordo. Se for rejeitado o seu pedido, esse Governo poderá notificar a sua retirada do presente Acordo.

7. Se qualquer Governo participante for o próprio a invocar o disposto no parágrafo 2 do artigo 16.º para se desligar das obrigações que ele contratou nos termos do referido artigo, qualquer outro Governo participante terá o direito de notificar a sua própria retirada, em qualquer altura, dentro dos três meses seguintes, depois de expor as suas razões perante o Conselho.

8. Além dos casos previstos nos parágrafos anteriores do presente artigo, quando um dos Governos participantes demonstrar que motivos independentes da sua vontade o impedem de cumprir as obrigações contraídas nos termos do presente Acordo, poderá notificar a sua retirada do Acordo, sob reserva de o Conselho decidir se essa retirada é justificada.

9. Se qualquer Governo participante entender que uma retirada do presente Acordo, notificada, ao abrigo do disposto no presente artigo, por outro qualquer Governo participante e respeitante, quer ao território metropolitano, quer a todos ou parte dos territórios não metropolitanos de que ele assegura a representação internacional, é de tal importância que possa impedir o funcionamento do presente Acordo, esse Governo poderá notificar a sua própria retirada do presente Acordo, em qualquer altura, dentro dos três meses seguintes.

10. Toda e qualquer notificação de retirada feita nos termos do presente artigo deverá ser dirigida ao Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte e produzirá efeito trinta dias depois da data da sua recepção por este Governo.

#### ARTIGO 45.º

O Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte informará, sem demora, todos os Governos signatários e aderentes de qualquer notificação e aviso prévio de retirada que lhe tenham sido comunicados nos termos dos artigos 42.º, 43.º, 44.º e 46.º

### CAPÍTULO XIX

#### Aplicação territorial

#### ARTIGO 46.º

1. Qualquer Governo, no momento da assinatura, ratificação ou aceitação do presente Acordo ou da sua adesão ao mesmo ou em qualquer momento ulterior, poderá declarar por meio de notificação ao Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte que o Acordo se torna extensivo a todos ou parte dos territórios não metropolitanos de que assegure a representação internacional e, assim que for recebida essa notificação, o Acordo tornar-se-á aplicável a todos os territórios nela mencionados.

2. Conforme o disposto nos artigos 42.º, 43.º e 44.º referentes à retirada do Acordo, qualquer Governo participante poderá notificar ao Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte a retirada do presente Acordo de todos ou parte dos territórios não metropolitanos de que ele assegure a representação internacional.

Em firmeza do que os abaixo assinados, devidamente autorizados para este efeito pelos seus Governos respectivos, assinaram o presente Acordo nas datas que figuram em frente das suas assinaturas.

Os textos do presente Acordo nas línguas inglesa, chinesa, espanhola, francesa e russa fazem todos igualmente fé, sendo os originais depositados junto do Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte, que deles transmitirá cópias autenticadas a todos os Governos signatários ou aderentes.

Feito em Londres em 1 de Outubro de 1953.

Pela Austrália:

*Thomas White,*  
20 de Outubro de 1953.

Pela Bélgica:

*Marquis du Parc-Lochmaria,*  
22 de Outubro de 1953.

Pelo Brasil:

*S. de Souza Leão Gracie,*  
30 de Outubro de 1953.

Pela China:

*Mao-Lan Tuan,*  
31 de Outubro de 1953.

O Governo da República da China, representado pela delegação chinesa à Conferência das Nações Unidas sobre o Açúcar, reunida em Londres de 13 de Julho a 24 de Agosto de 1953, é o único Governo legítimo da China. A delegação chinesa, ao assinar este Acordo, declara, em nome do Governo da República da China, que considera ilegal, e portanto nulas e sem quaisquer efeitos, todas as declarações ou reservas feitas por quaisquer Governos em relação à Acta Final da Conferência das Nações Unidas sobre o Açúcar, assinada em Londres em 24 de Agosto de 1953, ou ao presente Acordo, que sejam incompatíveis ou derogatórias da posição legítima do Governo da República da China.

Lembra-se ainda que a delegação chinesa, ao apoiar durante a Conferência a reserva de Cuba de que o excedente da venda de Cuba em 1953 ao Reino Unido não devia ser descontado na sua quota de 1954, declarou igualmente que o excedente do carregamento contratado pela República da China com o Japão em 1953 devia ter o mesmo tratamento. O excedente está agora calculado em 50 000 toneladas métricas e não deve ser descontado na quota de 1954 da República da China.

E com esta reserva que a delegação chinesa assina o presente Acordo.

*Mao-Lan Tuan.*

Por Cuba:

*Roberto G. de Mendoza,*  
26 de Outubro de 1953.

Ao apor a sua assinatura neste Acordo, o Governo da República de Cuba fá-lo sob a condição de que, em concordância com o estabelecido na recomendação do «Steering Committee» da Conferência Internacional das Nações Unidas sobre o Açúcar, de 21 de Agosto de 1953, contida nos documentos «Conference Room Paper Ex 7» e «E/CONF./15SR17» se entende que o carregamento depois de 1 de Janeiro de 1954 do excedente da venda de açúcar de Cuba ao Reino Unido referente à transacção de 1953, abrangendo 1 000 000 de toneladas, não será descontado nas quotas de exportação para 1954 estabelecidas para Cuba segundo as disposições deste Acordo.

*Roberto G. de Mendoza,*  
26 de Outubro de 1953.

Pela Checoslováquia:

*J. Ullrich,*  
31 de Outubro de 1953.

Assinado com as seguintes reservas:

Em virtude de a economia checoslovaca ser uma economia plenamente planificada, o artigo 3.º, relativo a subsídios para a exportação de açúcar, e os artigos 10.º e 13.º, respeitantes a limitações de produção e existência de açúcar em reserva, não se aplicam à Checoslováquia.

Entende-se que a Checoslováquia fornecerá ao Conselho as estatísticas adequadas e as informações requeridas de harmonia com o parágrafo 4 do artigo 28.º do Acordo que aquele julgar necessário para habilitar o Conselho ou o Comité Executivo a desempenhar as suas funções nos termos deste Acordo.

A assinatura do Acordo, mencionando nos artigos 14.º China (Taiwan) e 34.º China, de modo nenhum significa reconhecimento da autoridade do Kuomintang sobre o território de Taiwan nem reconhecimento do chamado «Governo Nacionalista Chinês» como legal e competente Governo da China.

*J. Ullrich.*

Pela Dinamarca:

*Anthon Vestbirk,*  
30 de Outubro de 1953.

Ao assinar o presente Acordo declaro que, visto o Governo Dinamarquês não reconhecer as autoridades nacionalistas chinesas como o competente Governo da China, não é considerada a assinatura do Acordo por um representante da China Nacionalista como uma assinatura válida por parte da China.

*Anthon Vestbirk.*

Pela República Dominicana:

*Luis Logroño Cohen,*  
26 de Outubro de 1953.

Pela França e territórios representados internacionalmente pela França:

*R. Massigli,*  
26 de Outubro de 1953.

Pela República Federal da Alemanha:

*Dr. Karl Muller,*  
30 de Outubro de 1953.

Pela Grécia:

*J. Phrantzes,*  
31 de Outubro de 1953.

Por Haiti:

*Love O. Leger,*  
29 de Outubro de 1953.

Pelo Japão:

*S. Matsumoto,*  
28 de Outubro de 1953.

Pelo Líbano:

*Victor Khouri,*  
31 de Outubro de 1953.

Pelo México:

*Francisco A. de Icaza,*  
30 de Outubro de 1953.

Pelo Reino dos Países Baixos:

Sujeito à reserva de que o Acordo não se aplica ao movimento de açúcar entre as partes componentes do Reino:

*Stikker,*  
30 de Outubro de 1953.

Pela República das Filipinas:

*Enrique M. García,*  
30 de Outubro de 1953.

Pela República Popular da Polónia:

*E. Milnikiel,*  
31 de Outubro de 1953.

1. A assinatura do presente Acordo, que nos artigos 14.º e 34.º se refere à China, não pode de modo nenhum ser considerada como reconhecimento da autoridade do Kuomintang sobre o território de Taiwan, nem do chamado «Governo Nacionalista Chinês» como o legal e competente Governo da China.

2. Considerando o facto de a República Popular da Polónia ser um país de economia planificada, as disposições do presente Acordo relativas a produção, existências em reserva e subsídios de exportação, especialmente os artigos 10.º, 13.º e 3.º, não se aplicam à República Popular da Polónia.

*E. Milnikiel.*

Por Portugal:

*Albano Nogueira,*  
30 de Outubro de 1953.

Ao assinar o Acordo Internacional do Açúcar pelo que respeita ao Governo Português, desejo formular a reserva já registada nas Actas da Conferência Internacional do Açúcar de que assino o presente Acordo no entendimento de que a província de Moçambique (África Oriental Portuguesa) continuará a exportar açúcar para os territórios da Rodésia do Sul, Rodésia do Norte e Niassalândia e de que Portugal será considerado como país exportador, ao qual, consequentemente, será atribuída uma quota básica de exportação, quando a sua posição se tornar a de Exportador Net.

*Albano Nogueira.*

Pela União da África do Sul:

*A. L. Geyer,*  
30 de Outubro de 1953.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 16 de Abril de 1954.—FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *João Pinto da Costa Leite* — *Fernando dos Santos Costa* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *Manuel Gonçalves Cavaleiro de Ferreira* — *Artur Águedo de Oliveira* — *Adolfo do Amaral Abranches Pinto* — *Américo Deus Rodrigues Thomaz* — *Paulo Arsénio Virissimo Cunha* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *Manuel Maria Sarmiento Rodrigues* — *Fernando Andrade Pires de Lima* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *José Soares da Fonseca*.

Pela União das Repúblicas Socialistas Soviéticas:

*N. Andrienko,*  
29 de Outubro de 1953.

Entende-se que, em vista da estrutura social e económica da U. R. S. S. e da sua economia planificada, os artigos 10.º e 13.º, relativos a limitação de produção e existência de açúcar em reserva, e o artigo 3.º, relativo a subsídios de exportação de açúcar, não se aplicam à U. R. S. S.

A assinatura por parte da U. R. S. S. deste texto do Acordo, referindo-se no artigo 14.º à China (Taiwan) e 34.º à China, de modo nenhum significa reconhecimento de autoridade do Kuomintang sobre o território nacionalistas chinesas como o competente Governo da Nacionalista Chinês» como legal e competente Governo da China.

*N. Andrienko,*  
29 de Outubro de 1953.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

*H. D. Hancock,*  
16 de Outubro de 1953.

Ao assinar o presente Acordo declaro que, visto o Governo do Reino Unido não reconhecer as autoridades nacionalistas chinesas como o competente Governo da China, não pode considerar a assinatura do Acordo pelo representante da China Nacionalista como assinatura válida por parte da China.

O Governo do Reino Unido interpreta o artigo 38.º (6) como solicitando ao Governo do país em que o Conselho estiver situado para isentar de contribuição os fundos do Conselho e a remuneração paga pelo Conselho àqueles dos seus empregados que não forem nacionais do país em que o Conselho estiver situado.

*H. D. Hancock.*

Pelos Estados Unidos da América:

*Winthrop W. Aldrich,*  
23 de Outubro de 1953.

Pela República Federal Populár da Jugoslávia:

*P. Tomic,*  
30 de Outubro de 1953.